



RAPPORT MORAL 2021

Mai 2022

PLAN

BILAN DE L'ANNÉE 2021	3
VIE STATUTAIRE ET GESTION DU BICE	4
Vie statutaire et animation du réseau du BICE	4
Ressources humaines	5
Résultats financiers	5
PRIORITÉS THÉMATIQUES DU BICE	5
Combattre la violence à l'égard des enfants en particulier de nature sexuelle	5
Humaniser la justice pour mineurs	10
Garantir aux enfants une éducation inclusive et de qualité	18
Inclure les enfants en situation de handicap	22
Favoriser la résilience des enfants ainsi que de leurs communautés	24
INITIATIVES COVID-19	25
APPUI PONCTUEL	32
Enregistrement des naissances	32
ACTION D'URGENCE	33
Eruption du volcan Nyiragongo	33
SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC	33

*« Une image ne m’a jamais quitté,
celle d’un petit garçon de 10 ans
que j’avais rencontré en pleine nuit,
seul, assis à côté du trottoir, dans un quartier pauvre.
Il avait plu ce soir-là et il faisait froid.
Le petit enfant était mal couvert et n’avait pas du tout bonne mine.
Je me suis arrêté, je lui ai parlé et lui m’a parlé aussi.
Il avait été frappé, ce qui l’a poussé à fuir pour se sauver. »*

Témoignage de Thomas d’Aquin Rubambura Mituga,
coordinateur adjoint du PEDER, RD Congo ¹

A travers ce rapport, le BICE souhaite rendre hommage à la mémoire de Gustave Gangbe, qui coordonnait, depuis le début, le projet *Appui à la protection et la promotion des droits des enfants en situation de handicap à Abidjan, Côte d’Ivoire* pour son implication et son dévouement auprès des enfants en situation de handicap pendant toute sa vie.

BILAN DE L’ANNÉE 2021

Au cours de l’année 2021, la situation politique est restée relativement instable dans plusieurs pays d’intervention du BICE et les principes de l’état de droit ont été souvent remis en cause. Des situations de conflit interne (Mali, est de la RD Congo) ou de post-conflit (Arménie), des alternances répétées au pouvoir (Pérou), un niveau de corruption et de violence extrêmement élevé (Guatemala) ont troublé les règles de la bonne gouvernance et d’une administration indépendante et équitable de la justice. En outre, l’impact de la pandémie de la covid-19 a, en particulier, déstabilisé ces pays aux structures et aux économies déjà fragiles, créant un malaise social, un ralentissement de la croissance et des pertes d’emploi - notamment informel - pour les familles en situation de vulnérabilité. De plus, les écoles sont restées fermées pendant plusieurs mois, l’isolement a produit une augmentation considérable des cas de violence intrafamiliale, généré du stress, des traumatismes et les restrictions de déplacement ont encore contraint à réadapter beaucoup d’activités au format virtuel.

Au niveau interne, les deux programmes principaux du BICE sur la justice juvénile et sur la violence à l’égard des enfants, en particulier de nature sexuelle ainsi que la première tranche du projet Écoles sans murs se sont conclus positivement et ont ouvert de nouvelles perspectives qui permettront aux partenaires sur le terrain de renforcer leur expertise dans ces domaines. Ainsi, par exemple, un nouveau projet de 3 ans qui entend briser le cycle de la violence et de la délinquance à l’égard des enfants débutera en janvier 2022.

Pendant l’année, outre les différentes initiatives en cours, ce sont 22 nouveaux projets qui ont été réalisés afin de garantir un soutien ciblé aux membres du BICE qui se trouvaient en première ligne pour faire face aux conséquences de la pandémie. Dans ces circonstances, les activités génératrices de revenus (AGR) ont montré toute leur pertinence et poussent le BICE à prêter une attention accrue aux enjeux de leur mise en place et de leur suivi.

¹ Extrait de l’interview pour la Publication *Ensuring a Bright Future for All Children*, Global Catholic Education, BICE et OIEC, 2021.

Afin de répondre aux nouvelles exigences qui ont émergé en matière de prévention, le BICE a également revu sa Politique de protection de l'enfant (PPE) qui vise à prévenir, repérer et combattre toutes les formes de violence à l'égard des enfants et à développer un environnement bientraitant en mesure de garantir leur croissance intégrale. Dans le cadre de sa collaboration avec les membres de son réseau et, en particulier avec les associations avec lesquelles il coopère localement, le BICE réaffirme de cette façon sa volonté d'encourager ces acteurs à actualiser et appliquer leur propre PPE et les soutient dans le processus formatif s'y rapportant.

En dépit de l'impossibilité d'organiser des rencontres sur le terrain entre partenaires et équipes du BICE, l'usage devenu courant de plateformes en ligne et autres facilités technologiques a permis de garder un contact de qualité et régulier entre tous. La mobilisation et le fort engagement du personnel du BICE conjointement à la générosité des donateurs, l'accueil favorable des bailleurs institutionnels ainsi qu'une gestion rigoureuse de l'organisation ont continué à rendre possible en 2021 d'allouer des fonds conséquents pour soutenir tant dans l'urgence que dans le moyen terme des milliers d'enfants, leurs familles et communautés.

VIE STATUTAIRE ET GESTION DU BICE

Vie statutaire et animation du réseau du BICE

Neuf organisations, membres effectifs, du BICE sont représentées avec voix délibérative au sein du Conseil d'Administration et deux au nom des membres adhérents avec voix consultative. Lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue par voie électronique les 21 et 22 juin 2021, le mandat du Président du BICE a été renouvelé à l'unanimité pour une durée de 4 ans. De même, le mandat de quatre organisations membres effectifs (Religieux Tertiaires Capucins, Fondation Mariste pour la Solidarité Internationale, Bayard Presse et Pastoral do Menor) ont été renouvelés à l'unanimité pour quatre ans.

Au 31 décembre 2021, le réseau du BICE comptait 14 membres effectifs, 72 membres adhérents et 11 membres individuels. L'Assemblée générale a ratifié à l'unanimité la demande de la Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala (ODHAG) de passer de membre adhérent à membre effectif en raison de sa collaboration croissante avec le BICE, tant au niveau des projets de terrain qu'à travers le rôle de coordination qu'elle assume suite à la constitution de la Mesa BICE Centroamérica. Sur la base de la fructueuse collaboration avec le Programme des enfants en situation de rue (PEDER) en RD Congo - membre adhérent du réseau - l'Assemblée générale a également ratifié à l'unanimité la demande de la Congrégation des sœurs de Santa Gemma (Italie), à laquelle le PEDER appartient, de devenir membre effectif. Elle a aussi ratifié à l'unanimité l'admission de Bir Duino (Kirghizstan), Perspektivy (Fédération de Russie) et de Rhea Union (Géorgie) comme membres adhérents du réseau du BICE.

Au cours de l'Assemblée générale extraordinaire du 22 juin 2021, qui s'est également tenue par voie électronique, les modifications des Statuts du BICE, votées à l'unanimité, ont porté sur les points suivants :

1. Extension de la durée du mandat des administrateurs de 12 à 16 ans, à savoir 4 mandats de 4 ans chacun ;
2. Soumission annuelle et non plus bisannuelle du plan d'action issu du plan stratégique et de l'évaluation du plan de l'année précédente comme cela s'était instauré dans la pratique;
3. Abolition du paiement de la cotisation annuelle pour les membres adhérents du réseau du BICE, notamment en raison des frais bancaires élevés par rapport au montant à verser.

Ressources humaines

Au 31 décembre 2021, le BICE employait (personnel salarié à l'exclusion des bénévoles et des stagiaires) 13 personnes, soit 11.5 personnes en équivalent temps plein (stable par rapport à 2020).

	Effectif	Équivalent TP
Paris	8	6.5
Genève	5	5

Résultats financiers

Le résultat pour l'exercice 2021 ressort à + 104 K€ après un excédent de 298 K€ en 2020. Un nouveau niveau exceptionnel de legs et donations a permis d'affecter 650 K€ (contre 449 K€ en 2020) aux projets de terrain ce qui va continuer de permettre d'apporter une réponse rapide aux exigences survenues suite à la pandémie de covid-19 dans plusieurs pays ainsi que de consolider (justice réparatrice, bienveillance) et de mettre en œuvre de nouvelles initiatives (AGR).

Le résultat permet également de consolider les fonds propres de l'association, assurant ainsi la continuité et le développement de son action de façon de plus en plus indépendante. Néanmoins, la vigilance s'impose car l'augmentation des prix et la crise énergétique et alimentaire qui s'amorcent risquent de se faire ressentir chez nos donateurs tandis que le caractère des legs est par définition aléatoire. D'où la nécessité de faire évoluer le portefeuille des donateurs et d'investir dans de nouveaux modes de collecte en ligne ainsi que de maintenir une politique active de collecte de fonds auprès des bailleurs privés et institutionnels.

Les auditeurs ont confirmé que les comptes 2021 du BICE sont certifiés sans observations et sans réserve.

PRIORITÉS THÉMATIQUES DU BICE

établies par le Plan stratégique 2019-2022 du BICE

- Combattre la violence à l'égard des enfants -

Programme : Combattre la violence à l'encontre des enfants, en particulier de nature sexuelle, en Amérique latine et en Europe de l'Est

Ce programme interrégional de 3 ans, mis en œuvre en coopération avec 10 partenaires locaux en Amérique latine, **Vicaria Pastoral Social Caritas (VPSC)** au Chili, **Base Educativa y Comunitaria de Apoyo (BECA)** au Paraguay, **Centro de Desarrollo y Asesoría Psicosocial (CEDAPP)** et **Centro de Estudios Sociales y Publicaciones (CESIP)** au Pérou et **Juventud para Cristo (JPC)** en Uruguay et en Europe de l'est, **Arevamauk** en Arménie, **Public Health Foundation (PHF)** en Géorgie, **Children Support Centre (CSC)** en Lituanie, **Doctors to Children (DtC)** en Russie et **Women's Consortium of Ukraine (WCU)** en Ukraine, s'est déroulé entre 2019 et 2021.

Le programme a contribué à améliorer les compétences des enfants et de leur entourage en matière de prévention de la violence, en particulier de nature sexuelle, d'identification, de premier recours et de signalement ainsi que la qualité de l'accompagnement des enfants victimes de violence, en particulier de nature sexuelle.

Le bilan des 3 années du programme permet, en effet, de souligner les avancées suivantes au niveau de la prévention :

- 4 815 enfants (4 247 en Amérique latine et 568 en Europe de l'Est) ont renforcé leurs connaissances et acquis de nouvelles compétences pour reconnaître et répondre à la violence, en particulier de nature sexuelle, grâce aux méthodes de sensibilisation développées et enrichies dans le cadre du programme. Les évaluations conduites auprès des enfants qui ont participé aux ateliers de prévention montrent qu'ils ont appris à mieux identifier les différents types de violence, ils sont conscients des comportements à risque et connaissent plusieurs façons de demander de l'aide.

- 771 adultes et 964 jeunes multiplicateurs ont été formés en Amérique latine à l'utilisation de la méthode Grain de sable et ils sont désormais responsabilisés dans leur rôle de «référénts», un point sûr au sein de leur communauté ou de leur école (et y compris en ligne en raison de la pandémie), vers lequel les enfants peuvent se tourner pour la prévention, mais également en cas de victimisation ou de témoignage de violence.

- 8 174 parents (Lituanie) ont été formés à l'identification des signes de violence sexuelle envers les enfants, à l'utilisation d'une communication positive et au signalement des violences, dont 8 098 grâce à un outil de formation en ligne qui a été amélioré pendant le programme et qui restera disponible après la fin de celui-ci. D'un côté, les parents ont appris les gestes et les techniques de parentalité positive qu'ils vont utiliser dans leur famille, en diminuant ainsi la prévalence des violences sur les enfants. De l'autre côté, les parents ont acquis les connaissances pour reconnaître les signes des violences subies par leurs enfants, dialoguer d'une façon constructive avec ces derniers, et ainsi permettre à l'enfant victime de dévoiler sa situation le plus vite possible ; ce qui, à son tour, facilite une prise en charge rapide et, dans certains cas, une prévention des récidives par les auteurs des violences. En outre, même si cela n'avait pas été prévu initialement, 75 parents ont été formés sur le thème de la sexualité chez les adolescents (Pérou).

- 422 408 personnes (240 000 en Amérique latine et 182 408 en Europe de l'Est) ont reçu des informations sur la parentalité positive pendant la crise sanitaire grâce à des campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux. Ce travail a été essentiel pour aider les parents à mieux gérer leur stress et l'accumulation des contraintes, et ainsi, prévenir les violences physiques ou émotionnelles sur leurs enfants. Des techniques simples de gestion du temps, des comportements ou des angoisses personnelles enseignées aux parents leur seront utiles après la fin du programme dans le contexte post-pandémie, mais aussi dans d'autres situations de vie quotidienne.

- Quatre méthodes de sensibilisation (deux en Lituanie et en Russie et deux autres en Amérique latine) ont été développées ou affinées, pilotées avec des groupes d'enfants et diffusées auprès de professionnels étatiques et non étatiques qui se sont engagés à les mettre en œuvre au-delà de la fin du programme, ce qui permettra d'amplifier l'impact de l'initiative sur le long terme dans les institutions qui vont continuer à les appliquer. De plus, les partenaires locaux continueront à les diffuser et pourront également soutenir de nouvelles institutions dans leur application.

Et en matière de protection :

- 1 971 enfants victimes de différentes formes de violences (927 en Amérique latine et 1 044 en Europe de l'Est) enfants ayant des difficultés psychologiques et émotionnelles, notamment suite à la pandémie ont été soutenus grâce à un accompagnement multidisciplinaire de qualité en face à face, par téléphone et en ligne.

- 9 387 professionnels de la protection de l'enfance - issus des secteurs public et non - (2 200 en Amérique latine et 7 187 en Europe de l'Est) ont renforcé leurs connaissances et leurs compétences

dans les domaines de l'identification des violences, du signalement et des différentes techniques d'accompagnement des enfants victimes et pourront les utiliser dans leur travail au-delà de la fin du programme.

- Deux plateformes de formation en ligne (Russie et Lituanie) sont désormais disponibles pour les professionnels et une nouvelle méthodologie d'accompagnement des enfants ayant des comportements sexuels inappropriés a été développée et diffusée en Géorgie.

- Deux lignes téléphoniques (Paraguay et Pérou) pour des consultations et un accompagnement psychologique ont été ouvertes.

- Des méthodologies d'audition des enfants victimes de violence ont été élaborées, mises à jour et diffusées en Russie, Ukraine et Arménie. Des équipes multidisciplinaires ont été formées dans les trois pays pour mener des auditions de qualité auprès des enfants victimes et témoins de violences. Les salles d'audition mises en place en Ukraine et en Arménie sont devenues autonomes dans leur fonctionnement grâce à l'engagement des autorités locales et à la formation continue des professionnels.

- Les autorités concernées ont été interpellées sur la nécessaire mise en conformité de la législation nationale avec les standards régionaux et internationaux en matière de protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels. Par ailleurs, les actions de plaidoyer, y compris les conférences régionales (en Arménie et en Uruguay en année 1 et en coopération avec le *Global Partnership to End Violence Against Children* en année 2), menées simultanément au niveau national et international ont permis de sensibiliser le grand public et les autorités compétentes aux questions liées à la violence contre les enfants. Le Séminaire de clôture du programme, le 30 novembre 2021, auquel ont participé des représentants des 9 pays impliqués dans le programme, a, de son côté, permis de passer en revue les pratiques significatives, les leçons apprises et les défis qui restent à relever. En outre, les partenaires ont renforcé leur reconnaissance en tant qu'acteurs clés de la société civile dans la prise de décision et la mise en œuvre des programmes dans ce domaine.

Plus spécifiquement, pendant l'année 3 du programme, en Europe de l'Est :

- 69 enfants ont amélioré leurs capacités à prévenir et signaler les violences, en particulier de nature sexuelle ;
- 95 psychologues et enseignants ont appris à animer les ateliers de prévention dans leurs écoles ;
- 6 030 parents ont participé aux formations leur permettant d'améliorer leurs connaissances sur les violences sexuelles à l'encontre des enfants afin de prévenir les risques et d'aider leurs enfants en cas de besoin ;
- 3 556 professionnels de la protection de l'enfance, dont 3 235 à travers une plateforme de e-learning, ont été formés aux différents aspects d'accompagnement des enfants victimes de différents types de violence ;
- 71 membres des équipes multidisciplinaires y compris les policiers qui participent à l'audition des enfants victimes ou témoins des violences ont été formés aux bonnes pratiques d'audition et à la coopération ;
- 33 psychologues scolaires ont été formés sur le recueil du dévoilement de l'enfant et la procédure de signalement à la police ;
- 15 travailleurs sociaux ont été formés à l'accompagnement des enfants ayant des comportements sexualisés inappropriés ;

- 34 journalistes ont été formés à un traitement moins stigmatisant des cas d'enfants victimes de violence ;
- 3 350 personnes ont été informées sur le rôle de la police dans la protection des enfants contre tous les types de violences, la conduite à tenir face aux différentes situations à risque, ainsi que les divers moyens pour rechercher de l'aide ;
- 100 enfants victimes de différents types de violence ont reçu un accompagnement multidisciplinaire ;
- 14 761 enfants et familles ont bénéficié de consultations psychologiques par téléphone ou par chat pour répondre, entre autres, à leurs préoccupations liées à la pandémie de covid-19 ;
- 31 enfants ayant des comportements sexualisés inappropriés ont bénéficié d'un soutien thérapeutique ;
- 95 enfants ont pu être auditionnés dans les nouvelles salles d'audition ouvertes et soutenues dans le cadre du programme ;
- 58 257 personnes ont bénéficié à travers les réseaux sociaux de campagnes de sensibilisation consacrées à la parentalité positive et aux mesures de protection pendant la Covid-19 ;
- Des actions de plaidoyer ont été menées dans tous les pays du programme, ainsi qu'à l'international afin de mieux pérenniser le travail des partenaires. Notamment :
 - - le BICE et WCU ont félicité l'Ukraine pour l'adoption en février 2021 de la loi n°3055 visant à harmoniser sa législation nationale avec la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et appelé les autorités à : i. adopter rapidement les mesures de mise en œuvre; ii. créer et équiper des salles d'interview dans tout le pays et former les professionnels aux protocoles d'entretien ou d'écoute des enfants; iii. introduire dans les programmes scolaires des cours adaptés à l'âge des enfants sur les abus sexuels pour une sensibilisation précoce des enfants et former les enseignants et les professionnels travaillant dans l'enseignement secondaire à l'éducation sexuelle; iv. utiliser les conseils pratiques fournis dans l'Observation générale n°25 du Comité des droits de l'enfant de l'ONU sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique. Certaines recommandations ont été prises en compte par l'État dans l'élaboration de sa stratégie de prévention et de traitement des violences sexuelles dans le cadre de ses engagements volontaires pris avant son élection au Conseil des droits de l'homme (2021–2023), y compris la protection des droits des groupes les plus vulnérables, notamment les enfants et les filles.
 - - Dans le cadre du suivi des recommandations issues de l'examen périodique de la Géorgie, le BICE et PHF ont mené 3 actions: i. une compilation des recommandations relatives aux enfants pour encourager et guider les actions de monitoring sur le terrain ; ii. 2 communications orales délivrées au Conseil des droits de l'homme appelant la Géorgie à prendre des mesures de mise en œuvre des recommandations relatives à la violence à l'égard des enfants ; iii. Relai de la lettre de la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme du 8 octobre 2021 adressée au Ministre géorgien des affaires étrangères sur les recommandations prioritaires à mettre en œuvre dont celles spécifiques aux droits de l'enfant et aux formes de violences à leur égard. La Géorgie a adopté la II^{ème} stratégie des droits de l'homme 2021-2030 (*Second Human Rights Strategy for 2021-2030*) et mis en place le Cadre de coopération au développement durable des Nations Unies 2021-2025 (*Georgia 2021-2025 UN Sustainable Development Cooperation Framework*) qui comprend un objectif spécifique sur la violence contre les enfants et autres pratiques néfastes envers les femmes et les filles.

En Amérique latine, au cours de la dernière année du programme :

- 77 partenariats ont été poursuivis avec des écoles publiques et catholiques, des centres communautaires, des institutions publiques et des groupes de jeunes et des activités de prévention, basées sur la méthode "Grain de sable", menées ;
- 1 383 enfants et jeunes ont amélioré leur capacité à identifier, prévenir et signaler les cas de violence grâce à la méthode "Grain de sable",
- 377 adultes ont été identifiés et formés à l'écoute de l'enfant et à l'accompagnement selon ses besoins et ses demandes ;
- 445 jeunes multiplicateurs ont été formés à la méthode "Grain de sable", afin qu'ils puissent développer des ateliers de prévention avec leurs pairs ;
- 422 adultes et 390 enfants et adolescents ont été sensibilisés aux questions de prévention ;
- 28 enseignants ont été formés pour identifier et signaler les cas de violence ;
- 1 043 professionnels de la protection de l'enfance ont acquis de nouvelles connaissances sur l'impact des violences sexuelles sur la santé mentale des enfants et les droits de l'enfant ;
- 680 personnes ont bénéficié d'un accompagnement thérapeutique et ont été orientées vers des services de soutien ;
- 40 000 parents et adultes référents ont été sensibilisés à la parentalité positive grâce à l'émission de radio "La Casita Contigo". En outre, 10 000 enfants et adolescents ont également bénéficié de cette diffusion ;
- 1 235 enfants et adolescents ont participé à 9 campagnes de sensibilisation "Un trato por el buentrato";
- La méthode "Grain de sable" a fait l'objet d'une publication par le BICE qui a systématisé les expériences des ateliers conduits en Amérique latine, en identifiant les réalisations accomplies et les enjeux ;
- Des actions de plaidoyer ont été menées au niveau local afin de promouvoir le travail des partenaires.

Cours en ligne « Prévention et techniques d'accompagnement des enfants impliqués dans le cycle de violence : regards croisés »

Dans le cadre de sa mission de renforcement des capacités de ses membres et afin de répondre aux besoins croissants d'échanges et de nouvelles connaissances pour faire face aux conséquences de la crise de la covid-19, le BICE a organisé un programme de formation en ligne entre février et juillet 2021 « Prévention et techniques d'accompagnement des enfants impliqués dans le cycle de violence : regards croisés ». Cette formation a été suivie par 93 participants provenant de 33 organisations membres du réseau BICE représentant 24 pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe. Le personnel du BICE a également participé à la formation.

La formation a été répartie en 6 modules (1. Introduction et questions transversales, 2. INSPIRE – sept stratégies pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants, 3. Accompagnement et suivi de la réinsertion des enfants en rupture sociale ou en conflit avec la loi, 4. Comment élaborer, mettre en œuvre et évaluer un projet visant à changer les normes sociales et de genre, 5. Parentalité positive et responsable, 6. Prise en charge multidisciplinaire des enfants victimes de violence). Chaque module était composé de 2 à 4 webinaires présentés par des experts internationaux et locaux sélectionnés par l'équipe du BICE. Chaque webinaire durait 2 à 3 heures et était traduit simultanément en 3 langues : français, anglais et espagnol. Tous les webinaires ont été enregistrés puis téléchargés sur la chaîne YouTube du BICE et sur une page dédiée aux membres sur le site du BICE.

Les participants ont été invités à répondre à deux questionnaires d'évaluation : un après les trois premiers modules et un à la fin de la formation, l'objectif étant de les inciter à réfléchir à l'application pratique des connaissances acquises pendant la formation. La qualité pédagogique et

la cohérence de la formation ont été supervisées par le comité académique présidé par la professeure Cristina Castelli, vice-présidente du BICE et directrice de l'unité de recherche sur la résilience de l'Université Catholique du Sacré-Cœur de Milan.

- Humaniser la justice pour enfants -

Programme : Enfance sans Barreaux en Afrique et en Amérique latine

Le programme Enfance sans Barreaux 2 a été développé avec 8 partenaires en Afrique, **Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire (DDE-CI)**, **Bureau national catholique de l'enfance au Mali (BNCE-Mali)**, **Bureau national catholique de l'enfance en RD Congo (BNCE-RDC)** et **Bureau national catholique de l'enfance au Togo (BNCE-Togo)** et en Amérique latine, **Religieux Tertiaires Capucins en Colombie (RTC)**, **Compromiso desde la Infancia y la Adolescencia (COMETA)**, **Observatorio de Prisiones de Arequipa - Niños Libres (OPA)** au Pérou et **Instituto de Estudios Comparados en Ciencias Penales au Guatemala (ICCPG)**. Si le programme avait commencé fin 2016, caractérisé par une situation très préoccupante quant à la stigmatisation des es enfants en conflit avec la loi (ECL) et aux réticences des États à donner une véritable impulsion à des processus de justice réparatrice, au bout de ces 5 années d'exécution et, en dépit de nombreux défis qui restent encore à relever, des évolutions d'ordre législatif et la mise en valeur d'actions de coopération humanitaire (Afrique) et de formation (Amérique latine) entre les autorités publiques et les organisations de la société civile, dont les partenaires d'EsB2, sont à noter.

L'objectif général du programme de favoriser l'adoption de politiques globales en matière de justice juvénile respectueuses de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations unies (CDE), qui intègrent la mise en place d'une justice réparatrice dans le traitement des litiges impliquant des ECL, a été atteint de manière satisfaisante, notamment par les actions de plaidoyer au niveau national et international qui ont contribué à faire évoluer le cadre juridique et institutionnel en faveur de systèmes de justice pour enfants en accord avec les normes et standards internationaux. Par les renforcements des capacités, les publications et les outils capitalisés, EsB2 a aussi permis d'influencer durablement le système d'administration de la justice des mineurs dans les 7 pays d'intervention. L'impact de l'ensemble de ces actions sur la pratique des États et des ONG a favorisé un environnement réceptif au respect des droits de l'enfant, y compris le respect de la dignité et de l'humanité des ECL tel que prévu par la CDE. Il sera porteur pour installer dans la durée les principes et les pratiques issus de la justice juvénile réparatrice tant en Afrique, où un travail d'approfondissement et de sensibilisation de ces concepts doit être encore complété, qu'en Amérique latine où il s'agit plutôt de les ancrer au sein de toutes les institutions concernées par la thématique. Cette différence entre les 2 régions s'est, par conséquent, aussi faite ressentir dans le degré de maturité de réalisation de l'objectif spécifique du programme qui était de développer et promouvoir des systèmes de justice prévoyant l'utilisation de mesures de substitution à la privation de liberté afin de favoriser la réinsertion durable des ECL.

Que ce soit en Afrique ou en Amérique latine, la typologie des ECL bénéficiaires a été assez semblable : des enfants issus de familles en situation de grande vulnérabilité, souvent dysfonctionnelles (violence domestique, consommation d'alcool et de substances,..) et déracinées (migrantes ou déplacées à l'intérieur du pays que ce soit pour des raisons économiques, des conflits armés...) qui se trouvent, en outre, confrontées à des politiques publiques qui ne sont pas en mesure de répondre pleinement à leurs besoins. Il s'agit donc d'enfants qui, sans rien enlever à l'infraction qu'ils ont commise, ont grandi avec un accès à leurs droits fondamentaux fortement défaillant et au sein d'un environnement familial et communautaire qui a souvent représenté un facteur de risque et de stigmatisation plutôt que de protection. D'où la complexité d'une intervention comme celle mise en œuvre par EsB2 et l'importance d'avoir su, de plus en plus,

orienter les activités vers une approche multidisciplinaire pour mieux répondre aux attentes des bénéficiaires primaires identifiés – les enfants en conflit avec la loi – et, *in fine*, aux objectifs du programme.

La convergence progressive entre l’approche droit et l’approche résilience dans la déclinaison des différentes activités a conduit tous les partenaires à affiner la distinction de certains groupes cibles. En effet, si au début d’EsB2 (décembre 2016- mai 2018), la distinction était faite entre acteurs de la justice (policiers, magistrats, avocats, greffiers...) et entourage de l’enfant (membres de la famille, éducateurs, psychologues, travailleurs sociaux,...), au cours de la tranche 2 (juillet 2018-septembre 2021), il est apparu évident de devoir séparer la catégorie ‘entourage de l’enfant’ entre membres des équipes techniques (éducateurs, psychologues, travailleurs sociaux) et membres de la famille. Les membres des équipes techniques ont ainsi été réunis avec les acteurs de la justice du fait du nombre d’activités où les deux groupes étaient impliqués ensemble avec un objectif commun. Le tableau ci-dessous tient compte de cette nouvelle répartition et récapitule le nombre de bénéficiaires par région et global permettant d’en apprécier le dépassement quantitatif.

Bénéficiaires	Prévu	Réel	Variation	Prévu	Réel	Variation	Prévu	Réel	Variation
	Global	Global	Global	AFR	AFR	AFR	AMLAT	AMLAT	AMLAT
ECL	9 361	9 947	+6.26 %	4 565	5 827	+27.65 %	4 796	4 120	-14.01 %
Acteurs justice & Équipes techniques (Entourage ECL)	4 117	17 037	+313.82 %	450	711	+58.00 %	3 667	16 326	+354.21 %
Familles (Entourage ECL)	10 536	13 773	+30.72 %	1 975	6 586	+233.47 %	8 561	7 187	-16.05 %
Leaders communautaires	650	708	+8.92 %	650	708	+8.92 %	-	-	-
Société civile	1 029	755	-26.63 %	146	110	-24.66 %	883	645	-26.95 %
Media	859	1 407	+63.80 %	132	191	+44.70 %	727	1 216	+67.26 %
Grand public	9 962	33 153	+232.79 %	6 642	14 323	+115.64 %	3 320	18 830	+467.17 %
TOTAL	36 514	76 780	+110.28 %	14 560	28 456	+95.44 %	21 954	48 324	+120.11 %

Au niveau des bénéficiaires indirects, le programme a aussi touché environ 747 000 personnes, dont 500 000 en Afrique et 247 000 en Amérique latine.

Par ailleurs, la nette augmentation du nombre d’acteurs de la justice et des membres des équipes techniques en Amérique latine et des membres de la famille en Afrique s’explique par des raisons propres au programme qui méritent d’être relevées. En Amérique latine, au Pérou, après avoir plaidé avec succès pour l’ouverture des *Servicios de Orientación para Adolescentes* (SOA) dans les principales villes du pays et bâti des alliances avec l’Académie de la Magistrature (AMAG) et des universités, COMETA a élargi ses activités formatives en dehors de Lima et touché ainsi un public

nettement plus vaste. De même, l'ICCPG a su tirer profit de certaines résistances politiques au niveau de la capitale, pour développer ses interventions dans d'autres départements du pays élargissant ainsi tant la couverture géographique que le nombre d'acteurs impliqués. En Colombie, le fait que les RTC gèrent des centres sous mandat de l'État au niveau national, permettra, par ailleurs, que l'expérience EsB, mise en place à Bogotá et dans sa périphérie, soit facilement transposables dans d'autres endroits du pays. En Afrique, l'introduction théorico-pratique de l'approche résilience a été un facteur déclencheur pour accroître le nombre des membres des familles bénéficiaires du programme, mais surtout pour en faire des acteurs qui, en dépit de conditions de vie précaires et de certains préjugés qui perdurent chez eux à l'égard de leurs propres enfants infracteurs, notamment s'il s'agit d'une fille, se responsabilisent de plus en plus et apprennent à instaurer un dialogue apaisé avec leur enfant, étape fondamentale pour la construction de son projet d'avenir.

La pertinence du choix d'une approche multidisciplinaire s'est également reflétée dans les bonnes pratiques qui, au terme d'EsB2, peuvent être validées comme telles : les affiches réparatrices et les groupes de parole, en Afrique et, en Amérique latine, les jeux réparateurs (RTC), la compétition sportive des enfants privés de liberté à un niveau professionnel (OPA), le montage de pièces de théâtre, notamment de marionnettes (OPA) et une méthode formative centrée sur l'évaluation du risque de violence et une prise en charge différenciée de l'adolescent (COMETA). Même si elles sont de nature différente, ces pratiques se caractérisent par leur nouveauté et la créativité des solutions qu'elles proposent pour améliorer les conditions de réinsertion des ECL et promouvoir une justice réparatrice, ainsi que par la pérennité des bénéfices produits et la possibilité d'être mises en œuvre dans différents contextes comme cela a été déjà le cas pour les jeux réparateurs qui ont été introduits en Afrique. En outre, les activités réalisées au cours d'EsB ont été reliées à une vision plus ample du système de protection socio-éducative de l'ECL. Face à des besoins multiples et complexes, le programme s'est voulu multidimensionnel, en faisant interagir des sujets ayant des sensibilités et des logiques d'intervention différentes, mais qui se sont intégrés dans un modèle de coopération en réseau capable de produire des réponses efficaces. Par ailleurs, EsB2 a créé des collaborations structurées entre des acteurs appartenant au secteur public (autorités locales, forces de police, juges, universités, institutions éducatives,..) et/ou au secteur privé (ONG, associations, média, universités,...) ainsi qu'une collaboration avec d'autres acteurs en dehors du réseau classique du programme. L'entrée "terrain" a finalement permis d'accorder une attention particulière au contexte dans lequel le programme a été mis en œuvre, contexte dans lequel, selon le propre de l'approche résilience, ont été mis évidence non seulement les besoins et les problèmes à affronter, mais aussi les ressources déjà actives ou pouvant être activées. Cela s'est traduit par une forte implication des partenaires, qui ont été non seulement valorisés, mais ont également eu la possibilité de renforcer des compétences, connaissances et aptitudes qui pourront être utilisées en dehors d'EsB2.

Plus spécifiquement, en 2021, chaque partenaire a su adapter et poursuivre son calendrier d'activités de la façon suivante :

Côte d'Ivoire

DDE-CI a été à l'origine de :

- 1 formation sur le plaidoyer pour 12 membres d'associations en distanciel ;
- 3 journées de formation pour 13 OPJ et 10 autres acteurs de la protection sur le nouveau code de procédure pénale ;
- 1 commémoration à l'Unité Formation Recherche (UFR) de Criminologie Houphouët-Boigny de la journée de l'enfant africain (16 juin) avec 120 personnes afin de les alerter sur les défis de la justice juvénile ;

- 1 atelier de capitalisation des bonnes pratiques avec 28 participants qui a abouti à la rédaction d'un guide ;
- 4 réunions du réseau des ONG et autorités intervenant en détention, au Centre d'Observation des Mineurs (groupe COM) ;
- Appui alimentaire, sanitaire et médical pour 418 ECL, à la Brigade de protection des mineurs, au tribunal ou au COM ;
- 155 appuis juridiques, 20 expertises psychiatriques financées ;
- 199 enfants ont reçu un appui psychosocial, et 36 enfants ont été rencontrés par le psychologue ;
- 176 libérations obtenues ;
- 65 séances d'alphabétisation pour 64 enfants ;
- 3 groupes de parole au COM, avec des enfants devenus des exemples pour leurs pairs, 2 séances post détention pour 105 ECL au total ;
- 5 ateliers de parentalité positive et 36 séances de guidances parentales ;
- 50 familles recherchées pour faciliter les démarches avec le tribunal ;
- 24 projets de vie financés ;
- 1 groupe whatsapp actif pour la diffusion d'informations entre journalistes sur la question de la justice juvénile ;
- 2 émissions télévisées et 3 articles de presse.

Le plaidoyer relatif au renforcement du dispositif des mesures alternatives à la privation de liberté et de réinsertion des ECL a été couronné de succès avec l'adoption du décret du 26 mai 2021 sur le travail d'intérêt général. Pour favoriser son application, le BICE et DDE-CI ont proposé des repères pratiques dans une publication consacrée à l'étude des certaines nouvelles dispositions introduites dans la législation ivoirienne, notamment :

- Les mesures de protection ou d'assistance éducative pour les enfants à risque ou en danger en tant que dispositif de prévention de la délinquance pour des interventions précoces ;
- La durée de la garde à vue et de la garde provisoire pour le respect de la célérité de la procédure et des garanties procédurales ;
- La transaction qui a pour vocation d'éteindre les poursuites judiciaires ;
- Le recours au service de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse pour garantir la dimension sociale dans la procédure ;
- La liberté surveillée en tant que mesure en milieu ouvert ;
- Les seuils de la responsabilité pénale des mineurs pour connaître le régime applicable et les modalités en terme de peines ;
- La création du tribunal criminel pour mineurs (TCM) pour désengorger les tribunaux pour enfants et respecter le principe d'être jugé dans un délai raisonnable ;
- La réalisation d'expertises pour favoriser la célérité de la procédure ;
- Le recours des mineurs victimes devenus majeurs pour garantir l'accès à la justice.

En outre, 7 fiches pratiques ont été publiées par le BICE et 100 copies distribuées. Elles portent sur l'exercice pratique des missions des officiers de police judiciaire, du Parquet pour mineurs, des juges des enfants, des greffiers, des avocats, des éducateurs du Service de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse (SPJEJ) et des organisations de la société civile. Le BICE a aussi contribué à la consolidation des liens de partenariat entre DDE-CI et des institutions majeures comme l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) et l'UFR Criminologie de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, ce qui ouvre la voie à la possibilité de dispenser des cours sur des bonnes pratiques capitalisées par DDE-CI dans ces lieux de formation des acteurs de la justice.

Mali

Le BNCE-Mali a été à l'origine de :

- 2 formations de 75 leaders communautaires sur la justice réparatrice et diffusion des affiches de sensibilisation ;
- 3 réunions du réseau des acteurs intervenant pour les ECL au tribunal pour enfants de Bamako ;
- appui alimentaire, sanitaire et parfois vestimentaire pour 137 enfants en détention à Bamako et Sikasso ;
- recherches de famille et médiation familiale pour 132 ECL et sensibilisation de 1 255 membres de la famille sur la responsabilité parentale et la bienveillance nécessaire auprès des ECL ;
- appui psychosocial et juridique pour 132 enfants, un avocat est intervenu pour 108 d'entre eux et il a obtenu 63 libérations ;
- soutien psychologique de 65 enfants pour faire face au stress de la détention et de la covid-19 ;
- participation de 101 enfants aux séances d'alphabétisation ;
- 5 ateliers de parentalité positive pour accompagner les parents au rétablissement d'un lien avec leur enfant en conflit avec la loi, la majorité des parents ont ensuite visité leur enfant en détention ;
- 80 suivis d'enfants réinsérés.

Au niveau du plaidoyer, le BICE a rappelé l'importance de la réhabilitation juridique du Code de protection de l'enfant avec les mises à jour nécessaire. Ces préoccupations ont été partagées avec l'Expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Mali qui les a relayées dans son rapport, ainsi que dans la résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme.

RD Congo

Le BNCE-RDC a été à l'origine de :

- 2 réunions des structures alternatives à la détention ;
- 1 journée de formation dans chacun des 5 tribunaux pour enfants de Kinshasa, soit 100 acteurs de la justice renforcés sur la justice réparatrice et la résilience ;
- 1 journée de diffusion des diverses publications du BICE ;
- 320 enfants en détention, soutenus via un appui alimentaire bihebdomadaire, un appui sanitaire et en médicaments ;
- 240 enfants suivis au niveau psychosocial et 105 pris en charge par un psychologue. Une dizaine d'ateliers résilience;
- 140 enfants ont suivi les cours d'alphabétisation en détention ;
- 175 enfants accompagnés juridiquement et 138 libérations obtenues ;
- 160 parents recherchés, 2 ateliers de parentalité positive parents-enfants (70 participants au total) ;
- 2 groupes de paroles pour les enfants libérés pour renforcer leur réinsertion.

Le plaidoyer appelant les autorités à mettre en place le cadre opérationnel des Établissements de Garde et d'Éducation de l'État (EGEE) prévus par la Loi portant protection de l'enfant de 2009 a connu un écho favorable de la part du Ministère de la justice qui a élaboré un projet de décret. Suite à cela, le BICE et le BNCE-RDC ont développé un mémo soulignant des aspects spécifiques sur lesquels le projet de texte réglementaire devrait évoluer pour un fonctionnement optimal des EGEE au cœur du dispositif de la justice réparatrice en RDC. En outre, grâce à l'appui technique du BICE, le BNCE-RDC a participé en 2021 à 4 séances consacrées à la relecture de la Politique Nationale de Réforme de la Justice (PNRJ-2017-2026) avec le Ministère de la justice et les autres acteurs concernés. Le BNCE-RDC a mis en exergue l'impérieuse nécessité de doter la PNRJ d'un budget approprié pour sa mise en œuvre, ce qui n'était pas le cas depuis l'adoption de cette politique en 2017. Par ailleurs, en mai 2021, la publication d'un livret contenant la loi portant protection de

l'enfant de 2009 a permis de répondre à une préoccupation maintes fois exprimée par les acteurs de la justice qui réclamaient des copies de la loi. Le BICE a ainsi suppléé au manquement de l'État en offrant cet outil essentiel au travail quotidien des acteurs. 100 copies du livret ont été distribuées. La volonté de doter les acteurs en première ligne d'outils de travail a conduit le BICE à élaborer des fiches pratiques conçues par thématique et par acteur pour favoriser le travail en synergie et des interactions plus dynamiques.

Togo

Le BNCE-Togo a été à l'origine de :

- 1 atelier de réflexion et de formation des acteurs de l'accès au droit et à la justice pour les enfants ;
- 4 séances de présentation et de vulgarisation des publications réalisés avec le BICE ;
- appui alimentaire et sanitaire à 86 enfants dans 3 lieux de détention ;
- 21 enfants libérés, 20 victimes retrouvées pour faciliter la procédure judiciaire ;
- 8 ateliers de parentalité positive organisés pour soutenir les parents rencontrant des difficultés éducatives ;
- 110 enfants suivis régulièrement dans leur famille, à l'école et dans leur lieu d'apprentissage, afin de favoriser leur réinsertion durable ;
- publication de deux Guides pratiques illustrés, l'un à l'usage des enfants et l'autre à l'usage des parents et des communautés. Les Guides traitent des questions de prévention (parentalité positive et responsable, école des parents, communication non violente, respect des valeurs humaines,...), de protection (approche réparatrice de la justice pour enfants, garanties procédurales, mesures alternatives et leur exécution,...) et d'accompagnement en vue de la réinsertion. 200 exemplaires de chacun des 2 Guides ont été imprimés et distribués à des structures d'accueil et d'accompagnement d'enfants en contact avec la justice à Lomé, Atakpamé, Kara et Sokodé et aux acteurs de la justice juvénile sur l'ensemble du pays. A l'appui de ces 2 documents, 5 vidéos, 800 cartes et 95 posters axés sur la justice réparatrice ont été réalisés pour soutenir les campagnes de prévention de la délinquance juvénile et d'amélioration des pratiques des acteurs ;
- organisation d'un atelier pour renforcer la compréhension et l'usage des 2 Guides à l'intention de 25 acteurs de la justice autour de 7 thématiques (justice réparatrice, possibilités de traitement des affaires concernant les enfants par des voies non judiciaires, rôle de chaque acteur intervenant dans la procédure judiciaire, complémentarité des interventions des acteurs, prévention de la délinquance juvénile et gouvernance locale comme levier pour des services de proximité et de suivi des enfants réinsérés qui étaient jadis en conflit avec la loi). Une publication des Actes de cet atelier a été réalisée pour servir d'instrument de suivi.

Colombie

Les RTC ont été à l'origine de :

- 6 sessions de formation sur les droits de l'enfant et les stratégies d'intervention réparatrices à la demande de l'École nationale de police pour 247 agents;
- 1 séminaire en ligne pour 650 professionnels de la justice autour de la nécessité de renforcer le travail avec les victimes ;
- 3 sessions de formation pour 433 membres des équipes techniques portant principalement sur la résolution des conflits et les stratégies de négociation, les droits de l'enfant dans une perspective multidisciplinaire, le suivi de l'infacteur et de la victime, la résilience familiale et la technique d'intervention du kintsugi et des jeux réparateurs ;

- 1 parcours formatif pour 200 membres des équipes techniques sur les fondements de la justice réparatrice, les outils méthodologiques pour aborder les processus de réparation, le rôle du facilitateur et les liens avec le SRPA ;
- 10 réunions interinstitutionnelles auxquelles ont pris part au total 621 juges, équipes du SRPA et travailleurs sociaux et, depuis le début de la pandémie, également des représentants des autorités sanitaires ;
- 8 journées de soutien communautaire, avec la participation de 230 ECL, dont 7 dédiées à la distribution de denrées alimentaires aux familles les plus touchées par la pandémie ;
- 1 festival de talents où 214 ECL, suivis par des artistes professionnels, ont reconstruit et présenté leurs histoires de vie à travers la poésie, la musique et la danse ;
- 1 coupe sportive pour 108 ECL qui ont pratiqué le sport dans une optique réparatrice pour apprendre à suivre des règles et renforcer les liens avec leurs pairs ;
- 5 ateliers avec des ECL, leurs familles et des membres de la communauté pour un total de 283 personnes qui ont porté sur le projet de vie familiale, l'intégration sociale, les réseaux de soutien, la réconciliation, la prise en compte de la victime, la mise en œuvre d'actions réparatrices. 25 professionnels des RTC ont approfondi leurs connaissances sur l'approche résilience ;
- 5 cercles réparateurs pour 168 ECL et membres de leur famille qui, à travers une méthode participative et l'utilisation d'exercices pédagogiques, ont appris à valoriser le tissu social, les liens familiaux ainsi que leur auto-estime ;
- Grâce à l'initiative de l'AFD, Mujeres con impacto – Un mundo en comun, parution sur El Espectador, 2ème quotidien national, d'un article où l'engagement du partenaire dans la réinsertion des ECL et la promotion de la justice réparatrice a été mis en valeur ;
- La page web <http://niñezsinrejascol.com> a été régulièrement alimentée et va rester ouverte après EsB2 pour répertorier les actions des RTC dans le domaine de la justice juvénile réparatrice.

En outre, dans l'objectif de prévenir la récidive et tenant compte de l'impact de la pandémie sur la réintégration sociale des adolescents condamnés à des mesures privatives et non privatives de liberté, qui ont suivi un processus pédagogique thérapeutique chez les RTC, le BICE et son partenaire ont décidé de développer l'initiative pilote *Trazando Futuros* (dont le budget prévu dans EsB2 était réduit) et de la poursuivre après la fin du programme. C'est ainsi que la boulangerie Bethléem (la maison du pain) a été ouverte au sein de la structure des RTC et qu'une formation en boulangerie et pâtisserie a été impartie à 34 adolescents. En outre, après un bilan de leurs compétences, 66 ECL ont commencé à participer à différents ateliers afin de disposer des connaissances essentielles pour constituer leur propre micro-entreprise. Les thèmes suivants ont notamment été discutés : comment rédiger son cv, étude de marché, marketing digital, formes d'appui à l'entrepreneuriat, durabilité de l'entreprise. 16 d'entre eux ont rencontré 12 représentants d'entreprises et de la chambre de commerce, qui se sont rendus chez le partenaire, et échangé sur les concours et les fonds disponibles pour l'insertion des jeunes sur le marché du travail, l'enregistrement des micro-entreprises, le fonctionnement de l'administration fiscale.

Guatemala

L'ICCPG a été à l'origine de :

- 1 parcours formatif pour 306 acteurs de la justice sur la dimension familiale et pédagogique de la justice juvénile ; la justice réparatrice et son influence sur la justice juvénile ; les formes anticipées de conclusion du procès. L'ICCPG a particulièrement insisté sur le lien entre l'approche réparatrice et la résilience ainsi que sur l'Observation Générale No 24 du Comité des droits de l'enfant de l'ONU sur la justice des mineurs ;

- 6 réunions interinstitutionnelles pour plaider auprès des autorités politiques et judiciaires l'application des droits des ECL et l'effectivité des sanctions non privatives de liberté prononcées à leur encontre ;
- 4 ateliers à l'intention de 52 ECL, dont 32 garçons privés de liberté, sur la construction de leur projet de vie en vue de préparer leur réinsertion. Lors des 2 ateliers organisés en 2021, au vu de graves conséquences de la covid-19, un appui alimentaire a aussi été fourni à ces 52 adolescents ;
- 2 sessions de formation pour 11 étudiants en sciences de la communication de l'Université San Carlos sur la justice pénale juvénile et la procédure pénale applicable aux mineurs ;
- Dans une intervention au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le BICE et l'ICCPG ont souligné qu'avec un taux de surpopulation carcérale de 270 %, les lieux de détention ont suspendu, à cause de la pandémie, la délivrance des services sociaux, les programmes de parentalité pour maintenir le lien parents et enfants détenus et les formations professionnelles en vue de la réinsertion. Ils ont également exprimé leur inquiétude par rapport aux procédures judiciaires dans l'affaire des 41 filles décédées en 2017 dans l'incendie de *Hogar Virgen* à Asunción et l'accès à la justice des 15 survivantes qui n'ont pas encore touché la pension accordée par le Congrès en 2018.

Pérou

COMETA a été à l'origine de :

- 1 cours et 1 parcours formatif, en collaboration avec la DGAC-MINJUS, pour un total de 166 acteurs de la justice et équipes techniques sur les modèles de prise en charge face à une infraction, les programmes d'insertion différenciée selon le profil de comportement identifié chez l'ECL, l'évaluation et la gestion du risque de récidive ;
- 1 colloque en collaboration avec la DGAC-MIJUS à l'intention de 413 acteurs de la justice et équipes techniques sur les collaborations multidisciplinaires à mettre en place avec les SOA et la prise en charge des adolescents dans des contextes de vulnérabilité et de violence, en particulier suite à la pandémie de covid-19 ;
- 4 réunions et plusieurs rencontres informelles avec les OSC (20 en moyenne) et les autorités du MINJUS, du CJDR Lima et du SOA Lima ;
- Signature d'un accord interinstitutionnel de coopération avec le Ministère public pour continuer à déployer des interventions dans le secteur de Lima-est (23 juillet 2021) ;
- En lien avec le CJDR Lima, le SOA Lima et 6 établissements scolaires situés dans des zones à haut risque de violence de la périphérie de Lima, 40 ateliers résilience sur les capacités sociales (life skills) à l'intention de 271 ECL dont 45 privés de libertés, avec un diagnostic posé *ex ante* et une évaluation simple *ex post* en concertation avec les éducateurs. En même temps, 54 professionnels formés non seulement aux principes de la résilience, mais aussi à en évaluer les résultats auprès des ECL. De plus, entre chaque atelier, le partenaire a suivi les éducateurs via des groupes whatsapp pour vérifier comment ils reprenaient les activités avec les ECL et s'approprièrent, en même temps, l'approche résilience ;
- 1 formation pour 17 étudiants de la faculté des sciences de la communication de l'Université Científica del Sur sur l'élaboration d'articles respectueux de droits des ECL ;
- 13 rencontres qui ont sensibilisé 1 321 personnes du grand public de 3 villes du pays à travers la présentation d'histoires de vie des ECL en insistant sur les facteurs de risque qui génèrent l'éclosion de comportements antisociaux. L'impact de la pandémie sur la santé mentale des ECL et la nécessité de renforcer leurs habiletés sociales ont été également abordés ;
- Publications hebdomadaires sur ses différents réseaux sociaux.

De son côté, OPA Niños Libres a été à l'origine de :

- 1 Congrès du Bicentenaire de l'indépendance du Pérou - Les adolescents en conflit avec la loi au Pérou et en Amérique latine (13-15 juillet 2021) qui a reçu le label officiel des autorités et a été suivi chaque jour par environ 200 acteurs de la justice (9 pays de la région et 5 d'Europe représentés). Un mini-site web, www.opa-nl.com, a été ouvert et les actes du Congrès ont été publiés ;
- 1 recueil d'expériences et réflexions qui systématise le travail de l'association sur le lien entre justice réparatrice et résilience ;
- 1 documentaire *Impacto del Covid 19 de los Jóvenes en Conflicto con la ley de los Centros Juveniles en el Perú* pour vulgariser les droits des ECL diffusé auprès de 40 institutions ;
- Alimentation régulière de sa page Facebook qui répertorie les différentes productions d'EsB2.

Pour l'ensemble des pays concernés par le programme, les publications et autres documents produits par le BICE, les partenaires et les organes pertinents des Nations unies sont disponibles sur le centre de documentation sur la justice pour enfants <https://bice.org/fr/les-ressources-sur-la-justice-juvenile>.

- Garantir aux enfants une éducation inclusive et de qualité

Programme : Écoles sans Murs

Le programme Écoles sans Murs (EsM) a débuté en juillet 2020 et se terminera en juin 2023. Il implique 5 partenaires du BICE, le **Groupe d'Hommes Voués au Développement Intercommunautaire (GHOVODI)** et le **Programme des enfants en situation de rue de la Congrégation des sœurs de Santa Gemma (PEDER)** en RD Congo, **Callescuola** au Paraguay, la **Fundación Pedro Poveda (FPP)** au Guatemala et **Opération Enfants du Cambodge (OEC)**. Cette initiative entend répondre aux entraves à l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle des enfants en situation de vulnérabilité grâce à la promotion du droit à l'éducation et de l'éducation aux droits dans des environnements accueillants.

RD Congo

En 2021, GHOVODI a :

- accompagné 77 filles formées à l'entrepreneuriat, en soutenant leur AGR. Elles ont été réparties, selon leur choix et lieu de vie en 8 groupes : 2 restaurants, 1 cafeteria, 1 salon de coiffure, 2 coupe-couture, 1 pâtisserie, 1 vente de produits vivriers ;
- soutenu 52 des 77 filles : 19 à l'école formelle et 33 en centres de rattrapage scolaire ;
- reçu les 57 jeunes enfants de ces filles dans une maison d'écoute ;
- écouté et orienté 49 autres enfants en difficulté ou victimes, au sein des maisons d'écoute ;
- élaboré un guide de formation pour les clubs scolaires ;
- formé 40 élèves pairs éducateurs - soit 2 par club scolaire - qui ont, ensuite, réalisé chacun 12 séances d'éducation sur les droits de l'enfant à l'intention de 6 723 élèves) ;
- animé 8 sessions d'information sur l'approche genre pour 3 047 personnes ;
- formé 6 facilitateurs et facilitatrices sur l'approche Washindi que GHOVODI a créée pour favoriser la masculinité positive ;
- identifié 45 filles et 45 garçons, répartis en 6 groupes non mixtes et 30 femmes et 30 hommes répartis en 4 groupes non mixtes qui ont bénéficié de 82 séances de prise de conscience et de changement de comportement dont 10 séances mixtes ;
- accompagné 21 filles issues de ces groupes, victimes de violences basées sur le genre.

De son côté PEDER a :

- scolarisé dans ses centres 40 filles et 40 garçons en situation de rue, puis qui, ayant réussi leur examen, ont intégré une formation professionnelle : 5 en cordonnerie, 27 en coupe et couture, 8 en mécanique automobile, 28 en menuiserie, 7 en coiffure mixte, 2 en débosselage et 3 en soudure-ajustage ;
- mené des ateliers résilience deux fois par mois avec ces enfants qui ont tous renforcé leur capacité de résilience ;
- formé 15 enfants pairs éducateurs (8 filles et 7 garçons) sur la protection de l'enfant et ses droits qui ont à leur tour sensibilisé 662 enfants (340 filles et 322 garçons) accueillis dans les centres du PEDER ;
- élaboré et diffusé un guide de l'éducation de base non formelle, l'apprentissage des métiers et l'insertion professionnelle ;
- organisé une formation sur la masculinité positive pour 20 personnes, animée par GHOVODI ;
- formé 20 membres de cellules communautaires sur la protection de l'enfance et la masculinité positive.

En outre, des rencontres ont eu lieu entre les 2 partenaires, à savoir une visite d'échange à Goma qui a permis à 3 travailleurs sociaux de PEDER et à l'équipe de GHOVODI un partage concret d'expériences et des visites sur l'apprentissage des métiers et l'insertion économique, de même qu'une visite de 3 enfants pairs éducateurs à Goma leur a permis d'échanger avec d'autres enfants sur les problématiques les concernant. Le BICE a aussi organisé en distanciel une formation et mis en place un suivi sur la PPE pour 10 membres des 2 équipes et une formation juridique pour 10 membres de PEDER.

Cambodge

Au Cambodge, dans les zones rurales de la province de Preah Sihanouk où se déroule le projet, la pandémie, qui a entraîné la fermeture des écoles publiques pour de longues périodes, a été suivie d'une grave crise économique qui a exacerbé les difficultés de milliers de familles au quotidien. Dans ce contexte, OEC a dû redoubler d'efforts pour convaincre les parents de maintenir la scolarisation de leurs enfants plutôt que de les contraindre à travailler à leurs côtés. Le partenaire a également coopéré avec le département provincial de la santé de Preah Sihanouk, le *District Education Office* (DEO) et le *District Health Office* (DHO) et c'est justement grâce à ce lien, que les écoles non formelles ont pu rouvrir dès mai 2021 en réorganisant leur fonctionnement en petits groupes avec un emploi de temps précis. Plus spécifiquement, les initiatives suivantes ont été mises en œuvre en 2021 :

- 89 enfants de 0 à 3 ans ont bénéficié d'activités éducatives et récréatives dans 3 espaces non-formels qui les ont accueillis 3 heures par jour, 6 jours par semaine et qui sont gérés par des animateurs spécialement formés ;
- 176 enfants de 7 à 14 ans ont bénéficié de séances d'éducation de base dans 6 écoles non-formelles gérées par des enseignants issus des villages et spécialement formés. Les écoles non-formelles accueillent les enfants 6 jours par semaine, 4 heures par jour pour un apprentissage de la lecture, de l'écriture et des mathématiques ;
- 100 posters de sensibilisation sur la pandémie ont été distribués au sein des villages bénéficiaires du projet et, pendant 6 mois une fois par jour, des messages sur la covid-19 du Ministère de la Santé ont été diffusés via la radio Sweat FM 105 et dans les écoles non formelles, sur des haut-parleurs ;

- 196 enfants et leurs familles ont reçu des produits d'hygiène et des paniers alimentaires ;
- 2 toilettes mobiles auprès des écoles non-formelles des villages Boeung Ta Srey et Cham Srey ont été installées, ce qui permet, en particulier aux filles, d'accéder plus sereinement à l'hygiène ;
- 264 enfants non-scolarisés ont été identifiés et, à travers des visites à domicile et des appels téléphoniques, leurs parents ont été sensibilisés sur les démarches à suivre concernant la scolarisation de leurs enfants et le droit à l'éducation. 225 enfants ont retrouvé le chemin de l'école : 38 d'entre eux ont rejoint les écoles non formelles et 187 enfants ont été inscrits à l'école publique ;
- 6 enseignants des écoles non formelles et 3 animateurs des crèches non formelles ont été formés à la pédagogie participative ;
- 12 clubs d'enfants dans 6 écoles publiques et 6 écoles non-formelles, regroupant au total 359 enfants, ont poursuivi leurs activités. Au sein de chaque club, les enfants ont sélectionné leurs leaders âgés de 11 à 14 ans qui ont été formés aux différentes thématiques en lien avec les droits de l'enfant et le genre. Les leaders ont, ensuite, transmis leurs connaissances à leurs pairs lors de 12 rencontres ;
- 151 parents d'enfants scolarisés au sein des écoles non formelles, regroupés en 6 associations, ont participé aux 10 ateliers de sensibilisation sur la parentalité positive ;
- Le partenaire a revu et mis à jour sa propre Politique de Protection de l'Enfant, en accord avec celle du BICE.

Paraguay

Mis en œuvre par l'association Callescuela, le projet vise à contribuer à l'application du droit à l'éducation et à favoriser la participation citoyenne des enfants en situation de vulnérabilité dans 3 communautés du Département de Alto Paraná, à savoir Santa Ana, Esmeralda 2 km 9 et Comuneros. Parmi les principaux résultats obtenus en 2021 :

- 127 enfants âgés de 2 à 6 ans ont fréquenté régulièrement les CEPI (Centre d'éducation pour la petite enfance) et bénéficié d'activités d'éveil précoce ;
- 126 enfants de 6 à 17 ans, sont restés dans le système éducatif formel grâce aux cours de soutien scolaire mis en place ;
- 253 enfants ont reçu un appui nutritionnel et sanitaire afin de favoriser leur participation aux activités de formation et améliorer leurs résultats scolaires ;
- 272 enfants ont appréhendé de manière participative, au cours de 12 ateliers, les principes fondamentaux de l'approche droit et 148 d'entre eux ont participé à 6 ateliers sur l'égalité de genre ;
- 15 jeunes âgés de 16 à 25 ans ont participé à la prise en charge et à la protection des enfants de leur communauté ;
- 6 étudiants de la faculté de médecine de l'Université polytechnique et artistique du Paraguay ont effectué leur stage auprès des enfants accompagnés par Callescuela dans le cadre d'EsM ;
- 257 parents ont reçu un soutien sanitaire et nutritionnel, 165 d'entre eux ont été accompagnés dans le suivi de la scolarité de leurs enfants et dans les démarches administratives afférentes et 91 ont participé à 17 ateliers sur la parentalité positive.

Guatemala

Mis en œuvre par FPP, le projet cible les enfants en situation de vulnérabilité dans la communauté de Chinautla, zone périurbaine formée de communautés limitrophes à Guatemala City et de zones rurales. Parmi les principaux résultats obtenus en 2021 :

- 50 enfants, âgés de 6 à 14 ans, inscrits dans les écoles publiques, ont participé à des cours de soutien scolaire afin de prévenir leur décrochage ;
- 36 enfants âgés de 9 à 17 ans, exclus du système éducatif formel, ont eu accès au PAT, un programme de tutorat reconnu au niveau académique, qui leur a permis d'assimiler l'enseignement dispensé en primaire et de pouvoir ainsi continuer leurs études. Un soutien nutritionnel leur a été également fourni ;
- 688 enfants de 5 à 18 ans et 73 jeunes de 18 à 25 ans ont accédé aux activités de la bibliothèque, de la ludothèque et de la salle informatique gérées par le partenaire ;
- 52 enfants ont participé à une école d'été axé sur 6 ateliers ayant comme fil conducteur la violence à l'égard des filles et des femmes ;
- 75 familles (480 personnes) ont reçu de la nourriture, des produits sanitaires ainsi que du matériel éducatif, des jeux et des livres pour leurs enfants afin de faire face aux conséquences de la covid-19 ;
- 42 enfants et adolescents ont participé à des ateliers sur l'égalité des sexes et ont été sensibilisés à leurs droits ;
- 61 parents ont été accompagnés dans le processus de scolarisation de leurs enfants et 35 d'entre eux ont développé de meilleures compétences parentales ;
- 24 enseignants ont renforcé leurs compétences et 2 établissements scolaires ont entamé un processus d'élaboration d'un code de conduite sous l'impulsion du partenaire.

Par ailleurs, le BICE a organisé conjointement pour les 2 partenaires d'Amérique latine un parcours formatif en ligne en 5 modules sur la politique de protection de l'enfant pour promouvoir une culture de la bientraitance en amont du travail avec les espaces éducatifs pour un total de 29 participants, 12 de FPP et 17 de Callescuola.

Au niveau du plaidoyer, grâce à l'accompagnement technique du BICE :

- GHOVODI a documenté les abus et exploitation sexuels des enfants, le mariage précoce, les violences sexuelles commises à leur encontre en milieu scolaire, ainsi que leur impact sur la scolarisation, le maintien à l'école et la réussite scolaire ;
- Callescuola, a mis l'accent sur les conséquences de la pandémie et les restrictions qu'elle a entraînées sur l'accès à l'éducation des enfants à Alto Paraná. En outre, des discussions ont été engagées avec les leaders communautaires et les autorités locales pour ouvrir un cours de niveau intermédiaire dans la communauté de Comuneros et faciliter l'inclusion scolaire des filles enceintes ou avec des bébés ;
- FPP a souligné que le programme « Family Bonus » destiné à réduire les effets de la pandémie n'a bénéficié que partiellement aux familles les plus pauvres et que l'éducation en ligne et par la télévision, mise en place lors du confinement, a laissé de côté 30 % des familles du pays qui n'ont pas de télévision et 83 % qui n'ont pas accès à l'internet. Il a été ainsi recommandé que l'État adopte un plan post-covid qui adresse spécifiquement l'exercice plein du droit à l'éducation et la violence exacerbée à l'égard des enfants en tenant compte des enfants qui ont perdu leurs parents du fait de la pandémie.

En outre, pour renforcer la connaissance des partenaires sur les acteurs nationaux et locaux de l'éducation auprès desquels le plaidoyer est nécessaire et sur l'approche basée sur le droit, les outils suivants ont été développés par le BICE :

- 1 Fiche pédagogique sur le cadre juridique international relatif au droit à l'éducation (Cambodge, Guatemala, Paraguay et RD Congo) ;
 - 1 Fiche pédagogique sur les principes fondamentaux indispensables à la mise en œuvre efficace du droit à l'éducation (Cambodge, Guatemala, Paraguay et RD Congo) ;
 - 1 Cartographie des acteurs de l'éducation dans la Province du Nord Kivu en RD Congo.
- Une lettre d'allégations et un appel urgent ont aussi été adressés à la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'éducation sur les entraves et les menaces sur l'accès effectif à l'éducation dans le Nord Kivu en proie à des conflits armés internes.

Projet : Alphabétisation fonctionnelle en français et orientation professionnelle en faveur d'enfants déscolarisés ou non scolarisés dans la commune de Sèmè-Podji, Bénin

Le projet de l'école alternative des **Franciscains Bénin** s'est conclu en 2021 ; il a bénéficié à 69 enfants âgés de 11 à 16 ans (42 filles et 27 garçons), dont 30 d'entre eux travaillaient en parallèle auprès d'un artisan. C'est ainsi que 6 maîtres artisans ont proposé une pré-formation sur 10 métiers ce qui a permis aux enfants de les découvrir concrètement et d'avoir quelques bases sur leur exécution. Suite aux évaluations de fin d'année, 17 enfants sont passés au niveau supérieur, 38 sont allés en ateliers, 2 ont intégré une école formelle tandis que 12 enfants devront redoubler. D'autres activités ont été également réalisées dans le cadre du projet :

- 39 enfants vivant loin ont bénéficié de la cantine pour faciliter leur bonne scolarisation ;
- Suite à un bilan médical, 67 enfants négatifs ont été vaccinés contre l'hépatite B et 18 autres souffrant de diverses pathologies (paludisme, infections digestives...) ont reçu les soins nécessaires ;
- Une assistante sociale a pu identifier les familles les plus vulnérables et leur offrir un soutien psychologique ;
- Concernant la sensibilisation, 5 causeries sur les droits de l'enfant, les châtiments corporels, l'éducation et les résultats scolaires, la nutrition et la prévention d'infections ont sensibilisé une soixantaine d'adultes, employeurs des enfants et leurs parents ;
- Une émission radiophonique sur les enfants apprentis a été réalisée avec une rediffusion sur Radio Océan FM, la chaîne la plus écoutée de Sèmè-Podji ;
- Un guide de formation sur les droits des enfants apprentis au Bénin a été rédigé autour de 11 thématiques réparties en 4 séquences : les droits et devoirs de l'enfant, l'enfant apprenti, les pratiques culturelles béninoises et le respect des droits des enfants et l'éducation non violente ce qui permettra de poursuivre les sensibilisations après la fin du projet.

- Inclure les enfants en situation de handicap -

Projet: Changer une Vie 2 : ouverture des internats aux parents, aux bénévoles et aux experts dans l'objectif de désinstitutionnalisation, Fédération de Russie

En novembre 2019, le BICE, en coopération avec deux partenaires russes, le **Centre de Pédagogie Curative (CPC)** et **Perspektivy**, a lancé la deuxième phase du projet « Changer une Vie » pour une période de deux ans. L'objectif du projet est de permettre aux enfants et aux jeunes adultes en situation de handicap institutionnalisés de créer et/ou rétablir des liens affectifs et une communication avec les personnes extérieures aux Internats. Le projet s'appuie notamment sur la

réforme des internats selon l'ordonnance N°481, entrée en vigueur le 1 septembre 2015, selon laquelle les administrations des internats doivent contribuer au placement des enfants dans les familles d'accueil et restructurer leurs établissements en foyers de type familial.

Suite au retard pris dans la mise en œuvre des activités à cause de la pandémie de covid-19, le projet a été prolongé de 6 mois et se terminera en avril 2022. Les activités suivantes ont été réalisées en 2021 :

- 4 internats ont été visités par le groupe d'experts. Un bilan sur la situation constatée et une série de recommandations ont ensuite été adressées aux internats et aux autorités locales ;
- 104 bénévoles ont continué à rendre des visites régulières dans 7 internats où ils accompagnent 211 enfants en situation de handicap, à travers la participation à leur vie quotidienne, l'organisation d'activités et de sorties et le maintien des liens avec les familles biologiques ;
- 13 formations ont été organisées pour plus de 300 personnes, bénévoles et employés des internats pour leur permettre d'améliorer leurs pratiques d'accompagnement des enfants en situation de handicap. Les thématiques suivantes ont notamment été abordées : le développement des foyers de type familial, l'utilisation de la méthode de communication alternative Makaton, les activités créatives et productives ;
- 17 familles ont été soutenues d'une manière individualisée psychologiquement et administrativement pour maintenir les liens affectifs avec leurs enfants institutionnalisés ;
- 211 enfants institutionnalisés ont bénéficié d'activités éducatives et récréatives telles que les visites des clowns thérapeutiques et des caninothérapeutes, la participation aux ateliers d'art-thérapie, les sorties aux parcs, l'organisation des fêtes d'anniversaire ;
- Les 6 jeunes désinstitutionnalisés en 2020 ont continué à apprendre à mener une vie autonome dans leur nouveau foyer. Ils ont désormais leur espace et des affaires personnelles, participent aux activités de la vie quotidienne à la hauteur de leurs capacités et peuvent choisir leur repas, leurs vêtements et leurs loisirs ;
- 29 consultations juridiques ont été fournies aux familles biologiques et d'accueil sur des thématiques comme le transfert des enfants vers l'internat pour adultes à la majorité, l'obtention des aides financières pour les familles d'accueil, l'obtention d'une prise en charge des dépenses récurrentes de soins de santé, la construction par la municipalité d'une rampe d'accès dans un immeuble, le choix de scolarisation à domicile ou au sein de l'établissement scolaire ;
- Les deux partenaires locaux se sont activement impliqués dans le plaidoyer en faveur des droits des personnes en situation de handicap et ils ont notamment plaidé en faveur de : un meilleur accompagnement lors de la prise en charge médicale des enfants, un plus grand soutien aux familles biologiques des enfants afin de prévenir l'institutionnalisation, une réduction des transferts des enfants institutionnalisés d'un internat à l'autre.

Projet: Appui à la protection et la promotion des droits des enfants en situation de handicap à Abidjan, Côte d'Ivoire

Malgré la pandémie, de nombreuses activités ont eu lieu au Centre d'éveil et de stimulation des enfants handicapés (CESEH) de Yopougon géré par **DDE-CI** :

Concernant la santé :

- 66 enfants, dont 20 filles, ont bénéficié des activités de rééducation fonctionnelle, de prescriptions d'appareillage et d'orientations vers des structures plus adaptées ;
- 15 des 66 enfants ont reçu des médicaments neuroleptiques ce qui a réduit leurs crises.

Concernant l'éducation :

- 84 enfants dont 23 filles ont reçu une éducation adaptée et ont pris part à des activités sportives ; 22 enfants ont aussi participé à un marathon organisé par Handisport et un enfant a remporté la médaille d'argent. Les enfants ont également été associés à la célébration de fêtes (arbre de Noël, mardi gras, ...) et à la sortie pédagogique à la plage de Jacquerville ;
- 10 autres enfants dont 4 filles ont bénéficié d'un accompagnement dans les écoles ordinaires ; 9 sur 10 sont passés en classe supérieure ;
- Un enfant a terminé son apprentissage en cordonnerie et il est désormais employé en qualité de cordonnier assistant. Il est bien accepté par le personnel et heureux de travailler ;
- 10 enfants ont appris la fabrication du savon liquide et des colliers de perles ;
- 3 enfants ont été inscrits pour un apprentissage en pâtisserie.

Concernant le soutien parental :

- pour les nouvelles familles : 65 séances d'écoutes et 206 séances d'entretiens ont été organisées ;
- pour les familles dont l'enfant est scolarisé : 5 séances de guidance parentale de groupe et 65 séances de guidance parentale individuelle ont eu lieu ;
- pour les familles dont l'enfant est en rééducation physique : 10 séances de groupe de parole avec 35 mères et 200 séances de guidance parentale à la rééducation ont été réalisées ;
- des kits de biens de première nécessité ont été distribués à 15 mères démunies.

Concernant la prévention et la sensibilisation : 14 séances de sensibilisations communautaires et 4 séances de renforcement de capacités à l'intention de 45 enseignants et parents d'élèves sur le dépistage précoce du handicap ont touché indirectement plus de 500 personnes.

- Favoriser la résilience des enfants ainsi que de leurs communautés -

Projet : Construire la résilience pour faire face à la violence suite à la covid-19, Paraguay, Pérou et Uruguay

Le projet a été mis en œuvre entre juillet 2020 et décembre 2021 par 3 partenaires également impliqués dans le programme Violence, **BECA** au Paraguay, **CEDAPP** au Pérou et **JPC** en Uruguay avec l'objectif de permettre aux enfants en situation de vulnérabilité, particulièrement exposés aux risques de violence en raison de la pandémie, d'être plus résilients et d'acquérir de nouvelles capacités pour faire face aux traumatismes subis. Les principaux résultats obtenus et bénéficiaires atteints en 2021 sur la base des produits élaborés au cours du dernier semestre de 2020 sont récapitulés ci-dessous :

Partenaire	Résultats/Bénéficiaires
JPC	550 jeunes multiplicateurs et 50 adultes référents ont été formés lors du cours <i>Pequeñas Resiliencias</i> sur les thèmes suivants : spiritualité, expression artistique, droits de l'homme, liens affectifs, pensée critique, sens de la vie et jeunesse. 800 enfants et adolescents ont déjà bénéficié des connaissances acquises par leurs personnes de référence.
BECA	<ul style="list-style-type: none"> - 320 enfants et adolescents ont appris à identifier leurs ressources de résilience à travers l'utilisation de 2 bandes dessinées <i>Anita es Poderosa</i> et <i>Lucas el Genio de los Trompos</i>. - 79 adultes référents et enseignants ont été formés à l'utilisation de la bande dessinée comme instrument de résilience.

	- 187 974 personnes dont 111 498 enfants et adolescents et 76 476 adultes ont été sensibilisées à l'approche résilience à travers les réseaux sociaux en utilisant les 2 bandes dessinées.
CEDAPP	5 111 enfants et adolescents ont interagi avec les services et les activités promoteurs de résilience présents sur un site web dédié. 94 enfants ont reçu une assistance thérapeutique de qualité à travers la web chat.

Projet : Formation en ligne Tuteurs de Résilience, Mozambique

Cette formation en ligne (la 3^{ème} du cycle commencé en 2019) a été réalisée en collaboration avec l'**Association mozambicaine des éducateurs lasalliens**, impliquant les 3 centres socio-éducatifs de la ville de Beira : le Collège La Salle, une école privée pour garçons et filles de 3 à 6 ans ; l'École Jean XXIII pour enfants et adolescents de 6 à 18 ans et le Centre Éducatif La Salle situé dans l'un des quartiers les plus pauvres de la ville.

Au cours de 4 sessions hebdomadaires, 31 tuteurs de résilience ont été formés. Grâce à leur travail, ils toucheront plus de 5 500 enfants et adolescents, qui bénéficieront indirectement de la méthodologie et des outils appris par leurs éducateurs pendant la formation. Les thèmes abordés ont porté sur la définition de la figure de l'opérateur social en tant que tuteur de résilience et sur l'importance de renforcer la communauté scolaire, comprise comme un groupe composé d'élèves, de directeurs, de parents et d'éducateurs. Concrètement, les nouveaux tuteurs ont identifié les facteurs qui favorisent la résilience à partir desquels concevoir des actions adaptées à leurs environnements éducatifs.

INITIATIVES COVID-19

En 2021, la pandémie de covid-19 a continué de frapper la planète entière et ses graves conséquences ont accru les vulnérabilités, de même que fait reculer la culture des droits qui s'était progressivement installée. Tout en continuant à répondre à certaines urgences humanitaires, le BICE a décidé de s'engager sur le moyen terme en vue d'accompagner 22 projets locaux autour de l'un des 2 thèmes suivants :

- Parentalité responsable afin de lutter contre la violence intrafamiliale et assurer à l'enfant un environnement familial bienveillant,
- Activité génératrice de revenu dans des conditions dignes et respectueuses des consignes sanitaires au niveau des parents afin de contribuer au développement de leur enfant ou au niveau de l'adolescent/jeune.

Afrique

Bénin

Au sud-ouest du Bénin, à Bopa, **Enfants Solidaires d'Afrique et du Monde (ESAM)** a :

- mis en place des dispositifs de lavage de mains et sensibilisé lors de 3 séances, 321 personnes aux gestes barrières puis, lors de 3 autres séances, 330 personnes aux droits de l'enfant et à l'importance de la scolarisation ;

- éclairé 50 personnes sur la prévention des châtiments corporels, à l'école et à la maison. Depuis, les parents sont plus participatifs lors des activités de l'école, elle-même soutenue en matériel didactique et dont les enseignants ont été rémunérés par le projet ;
- distribué à 50 enfants de 6 à 13 ans, dont 21 filles, un kit scolaire et mis en place un appui alimentaire pour 25 enfants en situation précaire ;
- formé 25 parents à la gestion efficace de leur AGR ; ils ont été ensuite équipés pour lancer leur production agricole (houe, graines...).

Cameroun

Près de Kribi, sur la côte sud atlantique du Cameroun, le **Chantier d'Appui, de Loisirs, de Bricolage des Lapinos (CALBRIL)** a soutenu la minorité de pygmées Bagyéli en formant 20 personnes à l'aviculture et en construisant un poulailler moderne avec 1 000 poules. Un Groupe d'initiative commune a été aussi créé pour la bonne gestion et le développement d'activités agropastorales. La vente des premiers poussins a permis, tout en renouvelant les poussins, leur alimentation et l'eau, de financer les fournitures scolaires de 25 enfants et d'apporter un soutien aux membres du groupe les plus impliqués et actifs.

Malawi

L'Association African Network for the Prevention and Protection against Child Abuse and Neglect–Malawi Chapter (ANPPCAN) :

- est intervenue dans 6 écoles à l'est et au sud du Malawi avec des infirmières pour conseiller et orienter 266 filles enceintes et 104 filles qui avaient déjà accouché, sur des aspects médicaux et nutritionnels ;
- a distribué des uniformes scolaires et du matériel de protection contre la covid-19 à 350 élèves pour favoriser leur retour à l'école après le confinement ;
- a formé 36 leaders communautaires pour conforter l'aide directe aux enfants et prévenir les grossesses précoces ;
- a formé 11 acteurs de la justice sur les dangers des mariages précoces et forcés et des grossesses précoces ;
- organisé 5 journées de sensibilisation qui ont permis à 350 parents (78 pères et 272 mères) des jeunes filles bénéficiaires de s'ouvrir à la parentalité responsable. Parmi eux, 30 sont devenus eux-mêmes porte-paroles et guident les parents dans les écoles partenaires sur cette question. 5 campagnes de sensibilisation sur ce sujet ont aussi eu lieu auprès de 2 000 participants de 13 à 55 ans, des dépliants distribués et 4 émissions de radio ont été réalisées.

Mali

A Sikasso, le **Bureau National Catholique de l'Enfance du Mali (BNCE-Mali)** a :

- doté 8 écoles et 4 mairies en dispositifs de lavage des mains et masques ;
- soutenu 100 enfants, en appui nutritionnel. 50 d'entre eux ont également reçu un kit scolaire et vestimentaire pour faciliter leur retour à l'école ;
- formé 25 acteurs de la protection des enfants et des leaders communautaires sur la bientraitance des enfants, l'éducation positive et la lutte contre les châtiments corporels ainsi que rencontré 10 associations et 5 comités de développement de quartier (soit 400 personnes), sur les mêmes sujets pour que le message soit diffusé de manière cohérente et harmonieuse ;
- organisé une journée d'information et de sensibilisation sur la parentalité responsable dans 10 villages, pour 400 personnes.

RD Congo

A Goma et à Masisi, la **Fraternité mariste Cœur sans frontières (CSF)** a :

- sorti de la malnutrition 21 bébés qui ont reçu du lait et des farines vitaminées pendant 6 mois ;
- distribué des kits sanitaires à 200 personnes qui ont été aussi sensibilisées au respect des mesures barrières liées à la crise sanitaire lors de 4 séances participatives ;
- soutenu 58 adolescentes vulnérables qui avaient fréquenté son centre de formation, mais qui rencontraient des difficultés à lancer leur activité en couture ou en coiffure du fait de la covid-19. Les filles ont été formées à de nouvelles activités afin de diversifier leurs compétences. Puis 4 champs communautaires ont été loués pour une année, un clapier construit et les intrants agricoles nécessaires achetés pour lancer les activités agronomiques de 49 adolescentes à Masisi. A Goma, ce sont une champignonnière et des clapiers qui ont été financés pour 9 autres filles. Un agro-vétérinaire a accompagné les groupes pour les orienter dans les cultures. Les activités ont dû être adaptées et renforcées à Goma après l'éruption volcanique (voir ci-dessous), car les lapins avaient été volés et les champignons avaient pourri sous les retombées de cendres. Après ce passage difficile, une formation sur l'épargne et les crédits rotatifs a été organisée pour permettre aux bénéficiaires de prévoir l'avenir et rendre leurs activités agronomiques durables. C'est ainsi qu'elles se sont réunies en 5 associations villageoises d'épargne et de crédit pour renforcer leur durabilité.

Suite à une évaluation des capacités des bénéficiaires et du marché, **GHOVODI** a lancé un projet de soutien économique des familles des filles bénéficiaires du projet Écoles sans Murs. Les 77 mères ou tantes des jeunes filles d'EsM ont été réparties en trois groupes et chacun a suivi 6 journées de formation sur la gestion et l'épargne. Puis une 7^{ème} séance a été consacrée à la création et animation d'une association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC). Les participantes ont élaboré un business plan et ont reçu chacune 50 % du soutien financier prévu pour relancer ou renforcer leur AGR. L'éruption volcanique ayant perturbé les activités, le 2^e versement a permis de faire face aux dommages subis, car plusieurs familles avaient entre-temps perdu leur maison sous la lave. A ce jour, 61 petits commerces (produits vivriers, vente d'habits, vente d'accessoires de cuisine, 2 élevages, 12 transformations de produits agricoles, et 2 coupe-couture) ont été soutenus et renforcés. Pour soutenir ces femmes, GHOVODI a participé à 123 réunions d'AVEC et a animé 36 séances de discussion avec une moyenne de 25 personnes par séance pour parler de la famille et du couple, ce qui a permis d'éviter des conflits intrafamiliaux.

Dans la même logique de renforcer l'impact du projet EsM, **PEDER** a soutenu des familles touchées par la crise de la covid-19. 78 mères, tantes ou grands-mères et 2 pères de 25 à 60 ans ont été formés à la bonne gestion d'AGR et 9 groupes parentaux de soutien économique ont été constitués, selon leur lieu de vie. Chaque groupe dispose d'un comité directeur et d'un règlement intérieur qui régit son fonctionnement. 61 parents ont été soutenus car prêts à la bonne gestion de leur AGR, les autres le seront ultérieurement après accompagnement. Les groupes se réunissent chaque semaine et deux animateurs du PEDER les accompagnent, les conseillent dans leur gestion et dans leur parentalité. Les 61 parents ont commencé à faire des bénéfices qui renforcent l'économie familiale, ainsi, ils peuvent assurer les repas et subvenir aux besoins de leurs enfants, comme les soins médicaux et la scolarité.

Amérique latine

Argentine

Au sein de la paroisse Virgen Inmaculada située à Villa Soldati (Buenos Aires), la **Comisión Arquidiocesana para la Niñez y la Adolescencia en Riesgo (CADENYA)** a contribué à renforcer la coexistence familiale en travaillant sur les axes de la nutrition, de la parentalité responsable et de la prise en charge intégrale de la petite enfance :

- 1 300 repas hebdomadaires ont été distribués aux familles les plus vulnérables et, tous les 15 jours, des ateliers sur l'alimentation équilibrée et l'hygiène ont été dispensés aux 10 cuisiniers ;
- 70 enfants de 0 à 7 ans ont été accueillis dans l'Espace Petite Enfance (EPI), un endroit sécurisé où ils ont bénéficié d'activités récréatives adaptées à leur âge ainsi que de repas nutritifs ;
- 25 parents des enfants de l'EPI ont participé à des ateliers sur la communication efficace, la priorité de l'apprentissage vs la punition, le rôle des pères dans l'éducation des enfants.

Bolivie

Dans la communauté de Mercado Campesino de Arocagüa, municipalité de Sacaba (Cochabamba), une zone dépourvue de services de base, la **Fundación Bolivia Digna** a permis à 72 parents et 108 enfants et adolescents d'avoir accès à l'eau propre, à une alimentation équilibrée et à un revenu digne, notamment à travers :

- l'installation de 4 réservoirs d'eau pour un total de 8 500 litres qui sont distribués dans les toilettes et les douches ainsi que dans les potagers communautaires et familiaux ;
- l'organisation de 4 ateliers de sensibilisation et de formation sur la planification et la gestion des jardins potagers et la mise en place d'1 potager communautaire pour cultiver des légumes et des fruits ;
- la construction de 3 poulaillers et de 4 clapiers à lapins suivie par un atelier de sensibilisation aux techniques de l'élevage des poules pondeuses.

Chili

Au Chili, après les tensions sociales de 2019, la pandémie a aggravé un scénario d'incertitude, de vulnérabilité et d'appauvrissement au niveau des familles. De ce fait, la **Vicaria de Pastoral Social-Caritas (VPSC)** a œuvré pour une amélioration des conditions de vie et promu le développement des compétences parentales en renforçant les liens parents-enfants et la bienveillance dans les communes de Santiago, Puente Alto, La Florida, Estación Central et Independencia. En particulier:

- 87 familles ont reçu une aide humanitaire (nourriture, vêtements, accès à Internet) ;
- 34 parents ont bénéficié d'un accompagnement psychologique au cours de 65 séances. Ils ont aussi participé à 3 ateliers sur l'estime de soi et à 2 sessions sur la parentalité respectueuse et positive de même qu'à 2 rencontres intergénérationnelles ;
- 37 enfants et adolescents ont participé à 4 ateliers sur l'intelligence émotionnelle, le travail des enfants et la santé mentale.

Guatemala

La **Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala (ODHAG)** est intervenue pour sensibiliser et former à la parentalité responsable afin de remédier aux niveaux alarmants de violence domestique (+40 % entre 2020 et 2021), à l'insécurité sociale et aux situations de malnutrition laissées par la covid-19 ainsi que renforcer le travail conjoint au sein de la Mesa BICE Amérique centrale. En particulier:

- 258 familles ont reçu une aide humanitaire, qui a bénéficié directement à plus de 300 enfants et adolescents ;
- 463 parents ont participé à 4 ateliers sur les thèmes de la bienveillance, la communication, la discipline positive pour les pères et les mères et les enjeux de la petite enfance ;
- 63 opérateurs sociaux du Guatemala, du Honduras et du Salvador ont participé au "Cours diplômant pour le renforcement de la protection intégrale des enfants et des adolescents en Amérique centrale" organisé en collaboration avec l'Université Rafael Landívar. Le cours était composé de 6 modules sur: la situation des enfants et des adolescents en Amérique centrale, le cadre légal des droits de l'enfant, la traite des êtres humains et la migration et leur impact sur les enfants et les adolescents, la prévention des pratiques sexuelles abusives chez les enfants et les adolescents, la prévention de la cybercriminalité et la résilience.

Paraguay

"Tekopora Covid rire", qui signifie "Bien vivre après la covid", a été mis en place par **Callescuela** pour soutenir, pendant la pandémie, des familles dont les conditions de vie s'étaient dégradées et un groupe d'adolescents cireurs de chaussures du terminal de bus d'Asunción qui s'étaient retrouvés sans travail après sa fermeture. Les principaux résultats obtenus ont été les suivants :

- 63 enfants et adolescents et 51 adultes ont bénéficié de repas communautaires et le besoin en lait a été couvert pour 193 enfants ;
- 17 adolescents qui travaillaient au terminal ont reçu 26 paniers alimentaires ;
- ces mêmes adolescents ont participé à 5 ateliers de formation en boulangerie ce qui leur a permis d'être engagés dans la boulangerie *Productos del pueblo para el pueblo* et, au fur et à mesure, de commencer à diversifier la production : pain, biscuits, gâteaux et confiseries typiques de la région. 14 d'entre eux ont aussi participé à la création du logo de la boulangerie et ouvert une page Facebook pour la faire connaître et faciliter la commercialisation de ses produits.

Venezuela

A Caracas, **CECODAP** a promu la formation et le soutien psychosocial des familles et d'autres acteurs clés pour renforcer leurs capacités de protection et pris en charge des enfants et des adolescents. Parmi les principaux résultats obtenus :

- 349 enfants et 433 adultes ont reçu un accompagnement psychosocial en ligne ;
- 27 enseignants de l'école Luisa Cáceres de Arismendí (Maturín) ont participé à la formation "Écoles résilientes en temps de pandémie" et 45 parents d'élèves de cette école ont participé à l'atelier : Comment vivre ensemble sans agressivité ? ;
- 20 enseignants de l'unité éducative Fe y Alegría Las Mayas ont participé à la formation "Les écoles dans les contextes d'urgence" ;
- 88 autres enseignants ont pris part au Cinéforum "Apprendre avec empathie", réalisé en collaboration avec l'Université catholique Andrés Bello (36) et au Forum sur l'évolution du rôle de l'enseignant, organisé en collaboration avec l'organisation ASHOKA (52) ;
- 494 personnes ont participé au forum de discussion en ligne sur la discipline positive dans l'éducation des enfants, organisé en collaboration avec l'organisation Foro Hatillado.

Europe de l'Est

Arménie

A Gumri, en réponse à la pandémie, dont les conséquences négatives pour les enfants et les familles ont été aggravées par la guerre dans la région du Haut-Karabakh (27 septembre - 10 novembre 2020), le projet mis en œuvre par **Arevamanuk** a permis d'atteindre les résultats suivants :

- 290 familles ont bénéficié de produits de première nécessité (kits alimentaires, médicaments et kits sanitaires) ;
- 53 parents ont développé leurs compétences parentales grâce à la participation à l'École des Parents ;
- 129 familles ont bénéficié de consultations psychosociales ;
- 30 professionnels de protection de l'enfance ont appris à soutenir les enfants face à l'anxiété.

Fédération de Russie

A Zlatoust, **Initiative Civique** a amélioré significativement les conditions de vie matérielles et sociales, ainsi que les liens parents-enfants de 20 familles identifiées comme ayant un risque élevé de maltraitance et/ou de placement des enfants en foyer. Toutes les familles ont été orientées vers

le partenaire par les services sociaux de la ville. Les activités suivantes ont été réalisées avec les familles bénéficiaires :

- Élaboration d'un plan de soutien pour un an pour chaque famille sur la base de leurs besoins matériels et émotionnels ;
- Distribution mensuelle d'aide alimentaire, de vêtements et de chaussures ;
- Organisation de différents ateliers pour le renforcement des liens parents-enfants : ateliers de cuisine, clubs de discussion, goûters en famille, ateliers créatifs et ateliers de danse folklorique ;
- Achat des tablettes pour poursuivre les cours en ligne et paiement de la connexion Internet ;
- Mise à disposition des familles d'un frigo et de deux machines à coudre ;
- Organisation de 12 ateliers pour les enfants selon le principe de *Life Skills-Based Education*, un enseignement basé sur les aptitudes à la vie quotidienne ;
- Organisation de 12 sessions de l'École des Parents sur la parentalité responsable et positive.

L'évaluation finale a montré que 14 familles sur 20 ont eu des changements positifs significatifs dans leurs relations, sont pleinement préparées à résoudre elles-mêmes les difficultés de la vie quotidienne et savent où demander de l'aide en cas de besoin. 4 familles ont besoin d'un suivi prolongé et 2 familles ont abandonné le projet avant la fin.

Géorgie

Mis en œuvre dans les centres spécialisés de Akhalkalaki, Aspindza et Bolnissi en Géorgie par **Rhea Union**, le projet a permis à 42 enfants en situation de handicap ainsi qu'à leurs familles de bénéficier des activités suivantes :

- Distribution de produits de première nécessité (nourriture, médicaments, produits de soins et d'hygiène) ;
- Organisation d'ateliers d'art-thérapie, de textile et de marionnettes en ligne et en présentiel ;
- Implication de 10 jeunes bénévoles dans les interactions avec leurs pairs en situation de handicap ;
- Développement de modules d'apprentissage en ligne pour les enfants en situation de handicap et formation de 23 enseignants à leur utilisation.

Les enfants ont ainsi pu maintenir leurs activités de développement et d'apprentissage qui ont été enrichies par de nouvelles méthodes inclusives et l'implication des jeunes bénévoles.

Asie

Kirghizstan

Ce projet mis en œuvre par **Bir Duino** a répondu aux conséquences de la pandémie sur les enfants et les familles qui vivent dans des bidonvilles de Bichkek, suite au déplacement interne de la population. Le projet a permis d'atteindre les résultats suivants :

- 179 familles ont bénéficié de produits de première nécessité (kits alimentaires, vêtements et kits sanitaires) ;
- 413 familles ont bénéficié d'aide psychologique qui leur permet de mieux gérer le stress et l'anxiété provoqués par les conséquences de la pandémie ;
- 96 enfants ont reçu des kits créatifs, des livres et des jeux de société et ont été accompagnés pour pouvoir mieux apprendre à la maison ;
- 11 mères en difficulté économique ont appris le tricotage et peuvent subvenir à leurs besoins.

De plus, le BICE a de nouveau soutenu le Festival des films documentaires au Kirghizstan pour la réalisation de sa 15^e édition. Le BICE a notamment permis de projeter le film « What Tomorrow Brings » sur le droit à l'éducation des filles en Afghanistan et d'organiser un atelier de travail sur la

thématique « Accès à l'éducation des filles au Kirghizstan dans les conditions d'un environnement patriarcal, la discrimination et le développement du fondamentalisme religieux ».

Inde

A Sindlaghatta (État de Karnataka), le projet mené par **Aina Trust** a permis d'atteindre les résultats suivants :

- Les 150 enfants âgés de moins de 5 ans qui fréquentent les crèches gérées par le partenaire ont reçu le déjeuner et des aliments nutritionnels pour favoriser leur croissance. Des denrées alimentaires ont aussi été distribuées à 135 familles ;
- Ces 150 enfants ont été examinés sur une base mensuelle par des pédiatres et reçu les médicaments nécessaires à leur traitement. Aina garde les dossiers de santé et la fiche taille/poids de chaque enfant ;
- 125 mères ont appris, lors de 12 réunions d'orientation animées par des nutritionnistes et des médecins, comment préparer des repas équilibrés et garder la cuisine propre. En outre, au cours de 5 sessions sur les bonnes pratiques parentales, elles ont été sensibilisées à l'importance de fournir un environnement familial adapté aux enfants, de traiter les enfants avec respect et d'appliquer une discipline positive ;
- 132 mères ont été sensibilisées à la covid-19 au cours de 19 séances qui ont souligné la nécessité de suivre les protocoles sanitaires en tant que mesure préventive. De son côté, Aina a été constamment vigilant sur les symptômes que les enfants accueillis pouvaient présenter ;
- Les 60 éducatrices qui s'occupent à tour de rôle des enfants ont participé à 10 formations sur comment raconter des histoires, enseigner des poésies, des jeux et des activités physiques ainsi qu'à 4 formations sur l'artisanat et la fabrication de jouets.

Le partenaire a également prêté une attention particulière aux enfants devenus orphelins ou semi-orphelins à cause du décès de leurs parents suite à la pandémie et il les a mis en relation avec leur famille élargie et/ou les services d'aide publics.

Liban

Depuis 2017, le BICE soutient le projet Fratelli au Liban par le biais de programmes de formation sur la résilience, d'accès des enfants à l'éducation et à l'aide humanitaire. Fratelli est promu par les **Instituts des Frères des Écoles Chrétiennes et des Frères Maristes** en vue d'aider en particulier les enfants déplacés par les guerres en Syrie et en Irak, mais aussi les enfants libanais les plus vulnérables. Les activités soutenues en 2021 se sont déroulées à Bourj Hammoud et les principaux résultats obtenus ont été les suivants :

- 36 enfants (33 syriens et 3 irakiens) entre 4 et 5 ans, répartis en 2 classes, ont régulièrement participé aux activités proposées et bénéficié d'un repas ;
- 17 enfants (9 libanais et 8 syriens) ont été suivis dans leurs devoirs scolaires et ont pris part à des activités favorisant leur développement psychologique, physique et social ;
- 100 enfants âgés de 6 à 14 ans (dont 43 syriens), répartis en trois niveaux, ont bénéficié du programme ALP (Accelerated Learning Program) pour faciliter leur entrée à l'école ou les préparer à la réintégrer. Des cartables, du matériel éducatif et une aide humanitaire leur ont également été distribués. De plus, des sorties de groupe en collaboration avec HAH (Hammana Artist House), ainsi qu'une rencontre de partage et d'échange avec les enfants du même programme de Fratelli à Rmeileh, ont été organisées.

En outre, pour qu'environ 50 enfants et leurs familles célèbrent un Noël plus serein, le BICE a apporté via la **Nonciature au Liban** un soutien qui a permis d'offrir des colis alimentaires, du mazout ou du bois pour se chauffer, des livres et des jouets.

Tadjikistan

Ce projet a été mis en œuvre à Douchanbé par **Iroda**, afin de répondre aux conséquences de la pandémie sur les enfants en situation de handicap mental et leurs familles. Il a permis d'atteindre les résultats suivants :

- 170 familles ont accédé à une aide matérielle adaptée à leurs besoins (colis alimentaires, vitamines et oligo-éléments) et 50 d'entre elles ont également bénéficié de forfaits Internet. De plus, au moins 50 familles ont utilisé régulièrement ou occasionnellement des services du nouveau minibus acheté dans le cadre du projet ;
- 57 adolescents et jeunes adultes en situation de handicap ont été motivés, formés et ont reçu des outils pour l'apprentissage d'un métier. Parmi eux, 10 jeunes sont désormais employés dans le café inclusif du partenaire, 20 jeunes ont appris la cuisine, 7 jeunes, la couture et 20 jeunes sont parrainés par des professionnels extérieurs ;
- 137 parents ont renforcé leurs capacités et leur état psychologique pour mieux accompagner leurs enfants en situation de handicap. Parmi eux, 69 mères ont bénéficié d'ateliers d'accompagnement psychologique, 35 parents ont pris part à des ateliers sur le développement d'enfants ayant des troubles du spectre autistique en bas âge et 33 parents ont appris à adapter l'environnement aux besoins des enfants en situation de handicap ;
- Le parrainage professionnel par des spécialistes reconnus et médiatisés au Tadjikistan a permis à Iroda de promouvoir le travail inclusif en particulier, et le potentiel des jeunes en situation de handicap, en général. Grâce à une campagne médiatique menée à la télévision et sur les réseaux sociaux, le grand public a pu accéder à une représentation plus valorisante des personnes en situation de handicap, ce qui potentiellement contribuera à changer le regard sur elles dans la durée.

APPUI PONCTUEL

Projet : Enregistrement des naissances, Togo

En 2021, l'**Association pour la Promotion et la Protection de l'Enfant et de la Jeune Fille (A2PEJF-Togo)** a réalisé un projet d'appui à la mobilisation communautaire pour l'enregistrement des naissances dans 10 communautés de la région Sud-Est maritime du Togo. Dix cellules communautaires ont été constituées pour sensibiliser les populations de 10 villages à l'importance de l'état civil et la procédure pour y accéder. Pour ce faire, 70 acteurs dont 10 élus locaux, 10 chefs traditionnels, 8 notables, 32 membres de comités de développement local et 10 secrétaires d'état civil ont été formés et mobilisés. Les cellules ont élaboré un plan d'action et 19 séances de sensibilisation ont eu lieu auprès de 989 personnes au total, dont 551 femmes, 359 hommes et 79 enfants. Pour renforcer le message, 8 émissions ont aussi eu lieu sur Radio Mokpokpo et Radio La Voix de Vo. La radio Mokpokpo a également sollicité l'association pour 5 autres émissions sur les droits de l'enfant.

En parallèle, 627 enfants sans état civil ont été identifiés, 516 jugements supplétifs ont été obtenus auprès des 2 tribunaux compétents dont l'un - à Vogon - a accepté une réduction des frais de justice. Puis, ces jugements ont été retranscrits dans les registres des mairies. D'autres enfants ont été pris en charge par le service départemental de l'action sociale, ou par leurs parents qui ont été accompagnés.

URGENCE - Eruption du volcan Nyiragongo en RD Congo

Le 22 mai 2021, la ville de Goma a subi l'éruption du volcan Nyiragongo dont la lave a envahi des quartiers populaires en causant des dégâts irréparables et la séparation de plusieurs familles qui s'enfuyaient de nuit, en tous sens. Quelques jours plus tard, la ville même a dû être évacuée car les séismes et le gaz menaçaient la zone. Face à cette catastrophe, le BICE a soutenu 3 associations membres de son réseau, sur place :

CSF a facilité l'accueil de 17 familles et de 9 filles près de Saké soit un total de 146 personnes qui ont été assistées par un appui en nourriture et ustensiles de cuisine. Puis, quand la menace du volcan s'est estompée, CSF a organisé leur retour à Goma en 8 minibus.

GEWEVUCA qui a été particulièrement touché car son centre d'accueil de jour a été englouti par la lave et ses bénéficiaires vivant aux alentours ont été dispersés a, pendant 22 jours, cherché sur 3 voies de circulation les enfants qui s'étaient égarés dans les cohues de l'éruption puis de l'évacuation. 65 ont pu être remis à leurs familles ou à leurs proches à Goma. 120 enfants ont bénéficié d'habits et 96 familles de sucre et sel pour cuisiner.

GHOVODI a aidé à l'évacuation et procuré un soutien psychosocial à 113 enfants de 2 à 17 ans bénéficiaires d'EsM et à 12 familles de ses agents. L'association a également fourni un appui alimentaire, en eau potable et vestimentaire à 65 familles et un appui médical à 55 filles de 13 à 17 ans et à 22 jeunes enfants. GHOVODI a aussi recherché et réuni 149 autres enfants à travers son réseau communautaire de protection de l'enfance (RECOPE). Enfin, pour éviter la propagation de la covid-19 lorsque les familles subissaient la promiscuité des refuges, des masques ont été distribués à 192 ménages.

SENSIBILISATION DU GRAND PUBLIC

Festival *Enfances dans le Monde* - Public scolaire

Pour la 11^e année consécutive, le BICE a organisé en 2021 son festival de films documentaires *Enfances dans le Monde*. Après une édition 2020 en ligne, en raison de la pandémie, le festival a pu retourner en salles les 18 et 19 novembre, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance. Cinq films ont été présentés, tous en compétition pour le Prix des Jeunes. Des thématiques variées (accès à l'éducation, conflits armés, résilience, engagement, condition des jeunes filles, justice juvénile...) ont été abordées à travers différentes situations vécues par des enfants au Bangladesh, au Maroc, en Irak, aux États-Unis, en Iran. Les enjeux et contextes de chaque film étaient présentés dans une fiche pédagogique.

2 014 entrées ont été enregistrées. 21 classes de 10 établissements scolaires ont participé à cette édition pour un total de 483 jeunes spectateurs (collégiens, lycéens et étudiants). Bien que ces chiffres soient inférieurs à ceux de l'édition 2019, qui avait totalisé 3 134 entrées, ils restent très positifs au vu du contexte sanitaire. 363 jeunes ont formé le Jury des Jeunes. Le film ayant remporté le Prix des Jeunes 2021, est *Us Kids*, réalisé par Kim A. Snyder. Ce documentaire suit le combat de jeunes américains – ayant été confrontés à la fusillade de Parkland - en faveur du contrôle des armes. La réalisatrice du film a tenu à remercier les membres du Jury dans une vidéo. Le festival a aussi donné lieu à deux émissions de radio sur RCF, qui ont notamment permis, grâce à une présentation de la sélection, de rappeler l'importance des droits de l'enfant.

Article dans Patapon

En 2021, le BICE a publié trois articles dans le magazine catholique pour enfants Patapon destiné aux enfants âgés de 5 ans et plus, et à leur famille. Chacun présentait une action d'un des partenaires du BICE. En mars, les crèches communautaires d'Aina Trust en Inde ; en juillet, le travail du PEDER auprès des enfants en situation de rue à Bukavu en RD Congo ; et en novembre, les actions de Bolivia Digna en direction des familles Quechua à Cochabamba.

Chronique hebdomadaire sur RCF

Un partenariat avec RCF - Radio chrétienne francophone - a permis en 2021 la diffusion en direct d'une chronique hebdomadaire dialoguée de 2 minutes 30 dans l'émission TOut DOux. Elle est ensuite disponible en podcast sur le site de RCF et sur celui du BICE. L'objectif est d'ouvrir une fenêtre sur les enfants du monde, de défendre leurs droits à travers l'histoire d'un enfant la plus concrète possible. Le BICE emmène ainsi les auditeurs à la rencontre des enfants accompagnés par ses partenaires, de leurs difficultés, de leurs espoirs et réussites.

Journée mondiale du refus de la misère 2021

Le BICE a renouvelé en 2021 sa participation à la Journée mondiale du refus de la misère du 17 octobre à l'initiative d'ATD Quart Monde, dont le thème était « CAP SUR LA DIGNITÉ ET DROITS DEVANT ! ». A travers la lecture de trois témoignages/histoires de vie d'enfants en situation de vulnérabilité et qui ont vu leur avenir s'éclairer (une jeune fille de RD Congo enlevée par un groupe armé, un adolescent du Paraguay confronté à la grande pauvreté et un jeune garçon de Syrie), le BICE a contribué à ouvrir cette journée à l'international et à défendre les droits de l'enfant dans le monde. L'un de ces témoignages a également fait l'objet d'un article publié sur le site Internet d'ATD Quart-Monde.

Dynamique De la Convention aux Actes

Ayant rejoint la Dynamique « De la Convention aux Actes ! » en 2019, le BICE fait partie des 26 organisations membres dont les objectifs sont de porter ensemble, en direction des décideurs publics, des messages de plaidoyer pour une meilleure effectivité des droits de l'enfant en France et à l'international et de sensibiliser le grand public à ces enjeux. Plusieurs actions ont été menées en 2021 :

- Réalisation d'une enquête (septembre-décembre 2021) auprès d'enfants et d'adolescents pour qu'ils formulent des propositions à l'intention des candidats à la présidentielle et aux législatives françaises de 2022 ;
- Publication en novembre de l'Observatoire 2021 *Un pas de plus vers les droits de l'enfant ?*, centré sur les enjeux de gouvernance et de participation des enfants et des jeunes ;
- Envoi dès novembre de communiqués de presse et de courriers aux différents candidats pour demander la création d'un ministère dédié à l'Enfance et à la Jeunesse.

Soirée donateurs

Le 5 octobre, lors d'une visio-rencontre, le BICE a proposé à une cinquantaine de ses donateurs un échange avec son partenaire GHOVODI et la chargée de programmes Afrique. Il a permis de présenter la situation des enfants à Goma, quelques mois après l'éruption du volcan Nyiragongo, le travail en matière d'éducation, de résilience et de mise en place d'AGR.